

Aujourd'hui la Turquie

ISSN 1305-6476
9 177 1305 6476 031

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 20, Décembre 2006

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...

GeoPost
yurtiçikargo

444 99 99

www.geopostyurtici.com.tr

CHRONOPOST INTERNATIONAL

DPD

Perspective



Pekin Baran

Vice-président de la TÜSIAD, il nous fait part des estimations de l'association sur les équilibres économiques...

Page 11

L'Europe en question



Élisabeth du Réau

« L'Europe va mal, elle est en panne... » C'est ce qu'on entend souvent dire aujourd'hui. Pour éviter les raisonnements simplistes...

Page 4

Diplôme de maîtrise



Mehmet Şakir Ersoy

Le Doyen de la Faculté des Sciences économiques et administratives de l'Université de Galatasaray nous parle des programmes de maîtrise.

Page 5

La Turquie dans le processus d'intégration à l'UE

À l'heure où la Turquie discute le rapport d'évaluation de la Commission sur les progrès qu'elle a réalisés en vue de son adhésion à l'UE, beaucoup de questions se posent. Nous avons rencontré Yaşar Yakış, président de la Commission chargée de l'harmonisation avec l'UE au sein de l'Assemblée nationale. Il nous parle de l'état de l'avancement des réformes ainsi que des risques quant à l'arrêt des négociations.



Yaşar Yakış

l'UE se trouve la Turquie. De ce fait, je n'ai rien remarqué de surprenant dans le rapport de progrès. Si vous me demandiez si je l'aurais écrit de la même manière ou non, ma réponse serait « non ». J'aurais reconnu le mérite de la Turquie et aurais plus mis l'accent sur les évolutions positives. Les auteurs jugent que ce rapport est important du fait qu'il montre les lacunes de la Turquie et que ce n'est pas un rap-

port des réformes de la Turquie. Mais, lorsque nous comparons avec la situation des autres pays, nous voyons qu'en Turquie les négociations dans tous les domaines sont discutées en détail. Ce qui donne l'impression que l'on ne traite pas la Turquie de façon égale, cela n'étant pas une chose très surprenante. Car les problè-

mes qu'entraîne l'adhésion de Malte à l'Union avec une population de 350 000 habitants sont différents de ceux que peut entraîner celle de la Turquie qui possède une population de 80 millions d'habitants.

La suspension des négociations ne peut avoir lieu que si les 25 pays membres ont une position commune à cet égard. Mais si un seul de ces derniers s'y oppose, cela ne peut pas se faire. Aussi, il y a peu de chance qu'une telle unanimité soit réunie.

(lire la suite page 3)

Le temps du dialogue et de la rencontre

Nous avons été les invités de Murat Yalçıntaş, le jeune président de l'İTO (Chambre de Commerce d'Istanbul) dans la superbe salle de la Chambre de Commerce d'Istanbul avec un groupe de près de 300 personnes le soir



*Hüseyin Latif

(lire la suite page 10)

Pouvez-vous évaluer le rapport de progrès du 8 novembre ?

Nous pouvons dire que le rapport de progrès de cette année est presque identique au précédent, quant au style et au contenu. Le rapport explique de façon détaillée à quel stade du processus vers

Cui prodest



*Haydar Çakmak

Il ne fait aucun doute que la loi considérant la négation du prétendu génocide arménien comme un délit qu'a approuvée l'Assemblée nationale française au mois d'octobre va porter une atteinte grave aux relations

(lire la suite page 10)

Prochainement



Ahmet Sever, Conseiller du Premier ministre



Ender Arat, Ambassadeur



Artun Ünsal, Professeur



Sönmez Köksal, Ambassadeur



Tuncer Çelik, Professeur



Veysel Günay, Professeur



Gülsün Bilgehan, Députée



Raphaël Esposito, Directeur, CCI/FT

La Belgique a la certitude de devoir accompagner l'intégration de la Turquie dans l'Europe

Le 13 novembre, l'Ambassade de Belgique a organisé une soirée en l'honneur de la ministre-présidente de la Communauté française, en charge de l'Enseignement obligatoire, du Parti socialiste, Mme Marie Arena. Nous nous sommes entretenus avec Madame la ministre sur les relations entre la Belgique et la Turquie mais également sur l'enjeu que représente l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Quelles sont les relations entre la Belgique et la Turquie ?

Nous avons des relations importantes d'abord dans la mesure où nous entretenons des relations de type économique et



Marie Arena

culturel entre les deux pays, mais aussi parce que nous avons en Belgique une communauté turque importante et qui rentre au pays pour les vacances, renforçant le lien culturel déjà important entre la Turquie et la Belgique.

Quels sont les principaux domaines de collaboration avec la Turquie ?

Essentiellement, il s'agit de liens économiques avec des groupes financiers

(lire la suite page 4)

Réflexion autour d'une identité européenne

Dans son œuvre intitulée « Les identités meurtrières », Amin Maalouf, l'écrivain né au Liban, souligne avec ces paroles la réaction qu'il ressent vis-à-vis de ceux qui réduisent l'identité à un



*Burak Erdenir

seul élément d'appartenance, de ceux qui divisent les sociétés par l'intermédiaire de frontières de religions, d'ethnies ou de races. Les hostilités vis-à-vis des étrangers et les courants racistes qui s'amplifient durant ces derniers temps mettent bien en évidence combien une partie non négligeable de l'Europe se définit avec une seule appartenance, de façon à exclure les autres avec une très grande facilité. Or il est vrai que nous voyons s'amplifier en Europe un

(lire la suite page 7)

Une première en France



*Mireille Sadège

À l'issue de la primaire organisée au Parti socialiste en France, ses militants ont élu dès le premier tour avec 60,62 % des voix leur candidate, une femme,

Ségolène Royal, pour l'élection présiden-

(lire la suite page 2)

Un axe du chantage Washington - Pyongyang



*Barthélémy Courmont

Après l'échec de sa dernière campagne de tirs de missiles en juillet dernier – l'affaire étant rapidement éclipsée de l'actualité internationale par la situation au Liban – Pyongyang revient à la charge en annonçant avoir effectué un essai nucléaire le 9 octobre. On n'a sans doute pas digéré, du côté des officiels nord-coréens, l'affront de la communauté internationale, peu intéressée par le fiasco (tant technique que médiatique) des essais balistiques. Tant dans le ciel que dans les esprits, les engins étaient vite retombés, sans grand fracas. Dès lors, bien naïf est l'observateur attentif qui ne pouvait s'attendre à une nouvelle gesticulation dont le régime a le secret. Quelques jours après l'intronisation de Shinzo Abe au poste de Premier ministre à Tokyo, et l'adoption par le Japon de sanctions contre la Corée du Nord, cette nouvelle escalade semblait presque écrite d'avance.

Cette nouvelle provocation de Pyongyang, immédiatement dénoncée avec fermeté par ses voisins et les États-Unis, semble faire le jeu des faucons qui, de Tokyo à Washington, plaident pour l'intransigeance, et reprochent à la diplomatie de céder au chantage d'un régime hors du temps. Depuis l'accord du 19 septembre 2005, qui devait clore trois ans de crise et de pourparlers dont Pyongyang sortait finalement grand vainqueur, les faucons se sont déchaînés à Washington contre la Maison-Blanche, reprochant

à la diplomatie américaine d'avoir humilié la première puissance mondiale en accédant aux exigences d'une ridicule dictature, experte en blanchiment d'argent sale et émission de faux dollars, et passée maître dans l'art délicat de la surenchère sur fond d'apocalypse nucléaire. Selon de nombreux observateurs américains, le seul grand vainqueur de cet accord, à part bien sûr Pyongyang, était Pékin, la Chine étant parvenue à la fois à se démarquer de son encombrant voisin-allié, et à s'imposer comme un interlocuteur incontournable sur les questions sécuritaires dans la région. Dans le même temps, le poids de Washington maigrissait de façon inquiétante sous l'effet de la politique à deux voies (double-track policy) de Condoleezza Rice, au pragmatisme responsable de la déroute américaine. Sans doute ces personnages, dont il est inutile de rappeler ici que parmi leurs « bonnes » idées figurait l'invasion de l'Irak, auraient préféré en découdre militairement avec un État sur lequel les doutes persistent quant à ses capacités réelles. Sans doute auraient-ils préféré attaquer la Corée du Nord, au risque que celle-ci dispose effectivement de moyens de riposte, comme elle ne cesse de le clamer, et en fasse usage. On a suffisamment critiqué la politique étrangère américaine pour ne pas reconnaître, dans le réalisme de Mme Rice, la moins mauvaise des approches sur cette épineuse question !

Mais c'était sans compter sur la pugnacité des va-t-en guerre de Washington, pour qui cette nouvelle crise fut l'occasion rêvée de revenir à la charge. L'autisme (éclairé,

semble-t-il) nord-coréen ferait donc le jeu des faucons américains, en quête d'un second souffle après la débâcle électorale des Républicains. Mais prenons le problème à l'envers. Ne peut-on pas ainsi considérer que, depuis maintenant un an (et même plus si on tient compte de l'ensemble de l'attitude ambivalente de Washington sur ce dossier depuis le fameux discours de « l'axe du mal » de janvier 2002), l'autisme (assez terne, celui-ci) des faucons de Washington fait le jeu de la Corée du Nord ? Là aussi, difficile de ne pas le reconnaître.

Les semaines suivant l'essai ont été marquées par des échanges verbaux violents, et nombreux furent les observateurs qui parlèrent de (re)montée en puissance de la crise nucléaire nord-coréenne. Et après ? N'a-t-on pas assisté à un scénario semblable entre 2002 et 2005 et, pour ceux qui ont la mémoire plus longue, entre 1993 et 1994 ? Au bout du compte, chacun est forcé de s'asseoir à nouveau à la table des négociations, avec des exigences encore plus fermes du côté de Pyongyang, où on se délecte par avance sans aucun doute d'un chantage qui porte cette fois sur les insultes « insupportables » de Washington à son égard. Les menaces énoncées par Washington restent une fois de plus lettre morte, et permettent une fois encore à la Corée du Nord de parvenir à ses fins, c'est-à-dire assurer un peu plus longtemps (jusqu'à la prochaine crise ?) la survie du régime, et obtenir de nouvelles aides humanitaires, et peut-être même les fameuses garanties sécuritaires de la part des États-



Unis, dont le régime semble faire une question d'honneur. En pourrissant toute perspective de dialogue (certes douloureux), et en pratiquant un chantage bien naïf face au maître du genre, ce sont les faucons américains qui font finalement le jeu de Pyongyang, dont le pire des scénarios serait un dialogue, duquel éclaterait au grand jour les incohérences du régime. Madeleine Albright était parvenue, en 2000, à poser les jalons d'un respect mutuel dont les dirigeants nord-coréens auraient été à terme les principales victimes, et leur population les principaux bénéficiaires. On parlait même, à l'époque, d'une possible visite de Bill Clinton à Pyongyang ! Dans la même logique, Condoleezza Rice s'orientait vers la normalisation des relations. Mais c'était sans compter sur un axe du chantage qui, de Pyongyang à Washington, trouve ses adeptes et ses bénéficiaires.

*Barthélémy Courmont
Responsable du Bureau IRIS à Taiwan.
A récemment publié *L'Asie orientale face aux périls des nationalismes*, aux Éditions Lignes de repères.

Une première en France

(Suite de la page 1)

tielle qui se déroulera en 2007. Ce n'est pas la première fois qu'en France une femme est candidate à la présidence de la République. Ce qui est nouveau, c'est le fait qu'elle ait de véritables chances d'être élue présidente de la République. Rappelons qu'en France, les femmes ont obtenu le droit de vote en 1945, bien plus tardivement qu'en Turquie (1926). Pour la journaliste Liliane Delwasse, coauteur du livre « Quand les femmes prennent le pouvoir », cela s'explique d'une part parce qu'elles ne s'intéressent pas suffisamment à la politique et d'autre part, le fait qu'elles soient plus conservatrices et plus croyantes semble avoir été à l'origine de l'octroi tardif de ce droit. Eh oui, une nouvelle page s'est tournée dans l'histoire politique de la France ainsi que dans celle du Parti socialiste. C'est ce que souligne un autre socialiste, et pas n'importe lequel, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, pour qui l'élément positif de cette désignation est que : « pour la première fois, une femme peut devenir présidente de la République, ce qui est en soi un événement politique considérable et progressiste. »

Qui est Ségolène Royal, qu'est-ce qui la rend différente des autres, et qui a contribué à sa victoire dans les primaires du PS, quel est son programme ou, plus globalement, quels sont ses projets et enfin a-t-elle réellement des chances de devenir la première femme

présidente de la République en France ? Ségolène Royal, 53 ans, mère de 4 enfants, est la compagne du premier secrétaire du PS, François Hollande. Une femme ambitieuse, belle et élégante de surcroît, au sourire éclatant. L'aisance avec laquelle elle parle des sujets concrets touchant la vie de tous les jours relègue au second plan la femme politique dont les débuts ne la distinguaient pas véritablement de ses pairs. Après avoir fait Sciences Po et l'ENA (École Nationale d'Administration, institution incontournable pour tous ceux qui veulent intégrer les hautes sphères politiques et administratives du pays), elle est recrutée par Jacques Attali comme conseillère du président Mitterrand en 1981, en même temps d'ailleurs que son compagnon. Elle entre également avec lui en 1988 à l'Assemblée nationale. S'ensuivent alors, au sein de différents gouvernements socialistes, divers postes de ministre : d'abord celui de l'Environnement (1992-93) puis, sous Jospin (1997 à 2000), l'Enseignement scolaire et ensuite elle est ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance. Elle n'a jamais occupé de ministère tel que celui de l'Intérieur ou des Affaires étrangères qui aurait pu laisser présa-

ger une éventuelle candidature au poste de présidente de la République. Mais le véritable tremplin pour Ségolène Royal sera son élection, aux régionales de 2004, à la présidence de la région Poitou-Charentes, qu'elle prendra à l'ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin.

Ce qui la distingue des autres est sans aucun doute sa simplicité et sa capacité à parler de ce qui touche les gens, de leurs préoccupations quotidiennes (sécurité, précarité, pauvreté...) mais également des questions de l'enfance, de la famille, de la démocratie participative... Elle sait accaparer ces sujets pour attirer l'attention et orienter le débat en sa faveur, tout en usant de son bon sens et, le cas échéant, en outrepassant les dogmes de son parti.

Dès l'annonce de sa candidature, elle a été critiquée pour son manque d'expérience, l'absence d'un véritable projet politique et, quant à ses positions, elles ont été qualifiées de populaires, traditionnelles, voire nationalistes. Et pourtant, tout au long de sa campagne interne au PS, elle a su poser les bonnes questions et ce sont ses propositions qui ont été au cœur du débat politique. En effet, son aspiration à un changement profond

d'une part, son langage davantage pragmatique que politique d'autre part et enfin les libertés qu'elle a su prendre face au projet adopté par son parti l'ont rendue populaire. Ségolène Royal a su ainsi se créer un personnage qui incarne le renouveau aussi bien au sein du PS qu'en dehors, et qui correspond aux aspirations des Français.

Il est certain que Ségolène Royal sera un adversaire redoutable pour la droite. Elle a de nombreux atouts : d'abord la légitimité de sa candidature de par son élection dès le premier tour avec un score important, ensuite le fait d'être une femme, ce qui peut laisser espérer un renouveau, et enfin sa force de caractère, qu'elle a su montrer en faisant face brillamment à ses adversaires. Tout cela la désigne comme la candidate idéale capable de remporter l'élection présidentielle.

Mais la course à l'Élysée est encore longue et bien plus difficile. Annoncer dès le premier discours après son investiture que « La politique doit changer, elle doit être attentive aux leçons que le peuple donne » ou encore « Imaginer la France, c'est la tâche nouvelle que je propose aux Français » ne sera certainement pas suffisant. Ségolène Royal devra développer son projet politique et affiner davantage ses positions sur l'Europe et les grandes questions internationales.

*Mireille Sadège, journaliste,
Docteur en histoire des relations internationales



Ségolène Royal

La Turquie dans le processus d'intégration à l'UE (Suite de la page 1)



Yaşar Yakış

En revanche, il se peut que certaines négociations ne soient pas entamées, sous n'importe quel prétexte que ce soit. Cela ne veut pas dire du tout que l'ensemble de ces négociations soit suspendu. De ce fait, il se peut toujours que de tels problèmes surviennent, mais un retard de quelques mois ne changerait pas grand chose dans l'ensemble des négociations. Car l'horizon qui est devant nous est un horizon à 12 ou 15 ans. En disant cela, je ne dis pas que des retards ne sont pas à craindre. Si les retards n'existaient pas, tout irait pour le mieux mais de petits retards sur des sujets ponctuels ne constituent pas la fin du monde.

À votre avis, que peut-on dire de l'effet de ces retards sur les problèmes importants, tels que le problème chypriote, au sein de l'opinion publique dans une période très sensible ?

Le fait que la Turquie ne satisfasse pas à certaines conditions de l'UE peut faire naître des doutes au lieu d'une confiance absolue au sein de l'opinion publique mais cela facilitera par contre en Europe les thèses de ceux qui sont contre la Turquie. C'est pourquoi, il faudrait bien établir cet équilibre. S'il existe dans les pays d'Europe une volonté politique de mener sérieusement les négociations avec la Turquie, ces négociations se poursuivront sans qu'il y ait de claudications. Si, par contre, il n'existe pas de volonté politique commune, même si nous renoncions totalement à Chypre, on nous créera des problèmes dans d'autres domaines. C'est-à-dire que Chypre n'est pas le seul sujet à considérer dans nos relations avec l'UE.

Quels sont les autres problèmes concernant l'UE qui peuvent apparaître devant la Turquie ?

Puisque nous avons commencé à parler de Chypre, creusons un peu le sujet : à présent, la partie grecque de Chypre est un pays faisant partie de l'UE et qui possède entre les mains son droit de veto, or nous ne le reconnaissons pas. La Turquie se rend compte que cette situation est totalement incohérente. Il existe également une autre attitude incohérente du côté de l'UE : Kofi Annan avait élaboré un plan prévoyant l'adhésion d'une Chypre unie à l'UE. Il avait même souhaité que nous encourageons nos concitoyens qui se trouvent sur l'île à apporter leur soutien à ce plan. Finalement, nos concitoyens chypriotes se sont prononcés en faveur de ce plan mais la

partie grecque de Chypre l'a rejeté. À présent, deux sujets de discord existaient dès qu'il s'agit de Chypre : le premier est la reconnaissance de Chypre et le deuxième est l'ouverture des ports turcs aux bateaux chypriotes grecs. À présent, les sujets de discussion sont ceux ayant trait à la reconnaissance. C'est-à-dire qu'ils ont refusé

le plan auquel eux-mêmes avaient apporté leur soutien. Si ce plan avait pu se réaliser, aucun des problèmes actuels n'existerait. Les Chypriotes grecs eux-mêmes reconnaissent que cette situation est incohérente. C'est la raison pour laquelle ils ne viennent pas vers nous au sujet de la reconnaissance. Ils sont conscients d'avoir fait une erreur en faisant adhérer à l'UE la partie grecque de Chypre sans que l'affaire chypriote ne soit résolue.

Par ailleurs, concernant l'ouverture des ports, nous savons que celle-ci relève d'une responsabilité internationale. Mais les Chypriotes grecs, bien qu'ils aient promis de lever l'embargo dans le cas où les Turcs chypriotes les approuveraient, n'ont pas tenu leur promesse de lever l'embargo. Dès que la partie chypriote grecque est devenue membre de l'UE, bien qu'elle ait l'obligation de respecter cette décision, elle en a suspendu l'application. De ce fait, nous disons que la Turquie est prête à ouvrir ses ports au commerce grec, mais il faut que l'UE lève l'embargo que subit la Chypre du Nord. L'UE affirme que notre obligation d'ouvrir les ports remonte à l'accord de 1964, du temps de la Communauté Économique Européenne, et que, par ailleurs, la décision de levée de l'embargo est interne à l'Union et que celle-ci n'a pas d'obligation envers nous. Et nous, de notre côté, même s'il n'y a pas d'obligation envers nous, nous demandons que soit appliquée la décision

qu'ils ont prise entre eux. À cette époque également, ils nous disaient que la partie grecque était devenue membre avant que le rapport relatif à la décision prise ne soit parvenu à la Commission et que, de fait, celui-ci est suspendu. C'est-à-dire qu'ils avançaient des arguments techniques. Nous leur disons ceci : « S'il existe une volonté de lever l'embargo, cette volonté politique ne doit pas disparaître avec l'opposition d'un seul membre. » Puisque l'on peut trouver une solution à l'affaire chypriote, il est injustifié de l'opposer à la Turquie comme un obstacle.

Quant aux difficultés techniques concernant les négociations, je suis persuadé qu'aucune n'est insurmontable. Il existe 35 chapitres. Par exemple, il apparaît que la Turquie est tout à fait en harmonie dans des domaines tels que la science et la recherche. Les négociations ont débuté et ont été terminées sur ces sujets-là. Même sur un sujet tel que la politique extérieure et la sécurité, notre harmonie avec les critères de l'UE est de l'ordre de 94 à 95 %. En revanche, sur les sujets où nous sommes le moins en harmonie, nous n'atteignons que 80 à 85 %.

Combien de sujets ont été jusqu'à présent soumis aux négociations ?

Le processus de révision de tous les chapitres

est achevé. Les niveaux d'harmonisation de la législation turque avec l'UE ont été mesurés. Les négociations du côté de la science et de la recherche sont réglées. En dehors de cela, l'UE a voulu que la Turquie définisse sa position dans 4 domaines. Par ailleurs, la Turquie a déterminé sa position et l'a fait savoir à l'UE. Actuellement, elle attend la date de commencement des négociations. Dans les autres titres restants, soit une position n'a pas été déterminée soit il existe des seuils qu'il est obligatoire d'atteindre avant d'entamer les négociations. L'un d'entre eux concerne les achats publics. Nous sommes en harmonie sur une grande partie des titres. Cependant, nous avons devant nous un délai de 10 à 15 ans pour atteindre l'harmonie dans les dix pour cent restants. Nous estimons que ce délai est suffisant, à condition que les sujets techniques ne soient pas subordonnés arbitrairement à des sujets politiques.

Pouvez-vous expliquer les activités de la Commission d'harmonisation avec l'UE qui travaille sous votre présidence ?

Notre principal rôle est d'analyser article par article les lois soumises à la TBMM (Grande Assemblée nationale de Turquie) pour savoir si ces dernières sont ou non en harmonie avec les prescriptions de l'UE.

Notre équipe est composée de 21 personnes mais nous manquons d'experts. Cependant, nous essayons de compenser ce manque à partir des experts qui élaborent les lois. Lorsque les lois sont votées par le Parlement, elles peuvent également être étudiées par des experts qui n'appartiennent pas au pouvoir exécutif. Nous avons très récemment recruté ces experts et nous allons également mener ces expertises titre par titre.

En dernier lieu, que pouvez-vous dire au sujet de l'avenir des relations franco-turques en tenant compte des évolutions récentes ?

En France, un nombre important de députés et de nombreuses personnes influentes dans l'opinion publique considèrent que le vote concernant l'Arménie est une erreur. Toutefois, je suis d'avis de montrer nos réactions à ce vote opportuniste en gardant un ton sérieux.

Cela sera le moyen le plus efficace pour élargir le nombre des personnes qui s'opposent à ce projet de loi en France.

Il faut éviter que l'amitié franco-turque soit atteinte. D'ailleurs, il est fort probable que si cette loi est soumise au Sénat, celui-ci la rejettera. Si, par malheur, si

Même sur un sujet tel que la politique extérieure et la sécurité, notre harmonie avec les critères de l'UE est de l'ordre de 94 à 95 %.



cette dernière était approuvée par le Sénat, et qu'elle soit soumise au Conseil Constitutionnel, ce dernier devrait l'annuler. Si cela n'avait pas lieu, et qu'une condamnation soit prononcée en application de cette loi, l'affaire sera alors portée devant le Tribunal européen des droits de l'homme. En effet, selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'expression d'idées qui ne comportent pas de notion de violence n'est pas considérée comme un délit. Parfois, certaines personnes mal informées citent comme exemple de délit la négation du génocide que les nazis ont commis. La différence fondamentale avec le cas visé par la loi en question est qu'un tribunal international a jugé selon la Convention de Genève de 1948 que les nazis ont commis un génocide. Par ailleurs, une autre différence est que, toujours selon la Convention de Genève, le délit de génocide est obligatoirement commis non par des groupes mais par des personnes, ce qui revient à dire qu'Hitler a commis un génocide mais que ce n'est pas la nation allemande qui l'a commis. En conclusion, nous pouvons affirmer que le Tribunal européen des droits de l'homme ne pourra que casser un jugement de condamnation rendu en appliquant cette loi. De ce fait, les relations franco-turques sont à présent inutilement tendues, tout cela pour satisfaire un lobby composé d'un petit nombre d'Arméniens vivant en France. Il faut prévoir également des effets négatifs sur les relations turco-arméniennes. Il va bien falloir que la France se rende compte tôt ou tard de cette situation absurde et dommageable. Il est très important que nous expliquions l'erreur commise par quelques députés français, mais il faut également que la France fasse des efforts.

Propos recueillis par Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan

Depuis l'an 2000...



...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche. **QUALITE** et **RAPIDITE** sont nos mots d'ordre.

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

Une certaine vision de l'Europe...

L'Europe va mal, elle est en panne, elle est en crise. C'est ce qu'on entend souvent dire aujourd'hui. Pour éviter les raisonnements simplistes et inadéquats à la réalité, il est capital de prendre du recul avec l'actualité. C'est ce que nous propose de faire Elisabeth du Réau, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris III).



Elisabeth du Réau

Parlez-nous de la naissance de l'Europe ? Quel était le projet initial ?

Cette construction européenne est véritablement une initiative originale et l'on sait que ce qui est original est souvent difficile à mettre en place. Ce qui était important pour ses fondateurs était la volonté d'épargner aux générations futures les deux guerres fratricides que l'on venait de vivre. Penchons-nous sur quelques personnalités majeures, en commençant par l'Allemand Konrad Adenauer : il est né à la fin des années 1870 et c'est un homme qui a connu deux guerres mondiales au cours de sa vie. Robert Schuman, Lorrain d'origine ayant fait ses études en Allemagne, rencontra Adenauer dans les années 1925 pour envisager une réconciliation des deux peuples qui devaient être le noyau actif autour duquel les autres belligérants

devaient pouvoir se retrouver. Lorsque Aristide Briand proposa une réunion des peuples d'Europe dans un moment favorable, il n'a pas trouvé de soutien pour mettre en place son idée. Nous savons maintenant comment la Seconde Guerre mondiale est arrivée. Par conséquent, ces hommes qui avaient déjà connu un conflit mondial allaient connaître un deuxième conflit aux proportions inimaginables, la seconde guerre étant encore plus mondiale que la première, toute la planète participant à ce conflit. Ce dernier s'achève avec la capitulation de l'Allemagne et du Japon, le nombre des victimes s'élevant à 40 à 45 millions de personnes. Au lendemain de cette horrible guerre, des mouvements vont se regrouper dans toute l'Europe, Allemagne comprise, qui souhaitaient reconstruire une Europe nouvelle, l'ancienne semblant condamnée au déclin. En 1946-47, les Européens se retrouvent pour mettre en place les bases d'une institution européenne. Le Congrès de La Haye est devenu celui du peuple et visait à construire une Europe unifiée, nourrissant déjà le rêve d'une union politique, économique et culturelle. De cette union naîtra le Conseil de l'Europe qui est une institution politique très brillante réunissant aujourd'hui une cinquantaine de nations. Un certain nombre d'Européens, ceux qui voulaient l'instauration d'un vrai fédéralisme, se sont retrouvés déçus, les Français et les Allemands en particulier. Adenauer accepte l'idée de Robert Schuman, proposée par Jean Monnet, d'une Europe unie sur une base avant tout économique. Le 9 mai 1950, Schuman s'adresse aux journalistes lors d'une conférence de presse et évoque devant eux l'idée de créer un système

J'espère que les États-Unis continueront à œuvrer pour la liberté. J'entends par-là une liberté qui repose sur le partage des tâches et des responsabilités.

autour de certaines productions : charbon, fer et acier. C'est ainsi qu'est née la CECA : communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, initiative qui va plaire à l'Italie, celle-ci souhaitant se joindre à ce groupe avec le Bénélux, alors que les Britanniques restaient un peu en retrait. Lorsque la CED, la Communauté Européenne de Défense, sera créée à son tour, ils ne changeront pas de position. La CED sera un échec car il était un peu prématuré d'envisager une armée commune et cet échec sera durement ressenti par les Français. Entre-temps, la Communauté européenne naissait, qui allait évoluer vers l'Union européenne que nous connaissons aujourd'hui. Elle était ouverte aux nouvelles candidatures à condition que les postulants acceptent certaines règles. Aujourd'hui, ce sont les critères de Copenhague qui sont appliqués. À l'époque, la Communauté des 6 était très soudée jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle. Dans ses mémoires, Adenauer fait part de son inquiétude d'alors : s'il vénère de Gaulle comme chef militaire et politique, il appréhende son autorité et son arrogance. En réalité, il n'en fut rien : le général de Gaulle connaissait suffisamment l'Allemagne pour savoir qu'il valait mieux s'entendre avec elle, allant même jusqu'à contribuer à trouver des réponses aux problématiques agricoles. Une crise majeure survint toutefois au moment de la demande d'entrée de la Grande-Bretagne. À deux reprises, de Gaulle s'opposera à cette candidature. C'est son successeur, Georges Pompidou, qui aidera cette dernière à intégrer la communauté. Les fondateurs de l'Europe n'auraient pas pu imaginer une telle expansion.

L'Europe est-elle actuellement en panne ?

Je ne dirais pas cela car le mot panne évoque des ralentissements. Je préfère dire que l'Europe traverse une crise comme elle en a traversé d'autres. Déjà en 1929, l'Europe a été confrontée à la misère. Le grand succès des fascistes est venu de leur adresse à développer des thèses autour de la création d'une société nouvelle, beaucoup de gens ne trouvant pas leur place dans la société d'alors. Hitler et Mussolini ont développé ce populisme, qui est devenu racisme par la suite, avec les conséquences dramatiques que nous connaissons. Aujourd'hui, nous sommes loin de tout cela et nous pouvons dire que la crise est assez diverse, elle pose un certain nombre de questions autour des identités. Ce qui a été à l'origine des drames les plus importants était l'absence de régulation internationale. Depuis le traité de Maastricht, l'Europe se donne pour mission de conduire mieux de grandes orientations de politique étrangère.

Dans la perspective de l'Europe, comment envisager les relations avec les États-Unis ?

Aujourd'hui, les Américains et certains courants au sein de l'Union européenne sont en rivalité. Au moment du conflit avec l'Irak, quelques nouveaux pays membres, regardant dans la direction des États-Unis, s'étaient alignés sur la position américaine. Or les pays membres plus anciens ont une vision différente des choses, tout en reconnaissant que les États-Unis ont encore un grand rôle à jouer. En effet, nous partageons de nombreuses valeurs et nous nous sommes soutenus mutuellement par le passé. J'espère que les États-Unis continueront à œuvrer pour la liberté. J'entends par-là une liberté qui repose sur le partage des tâches et des responsabilités.

Propos recueillis par Mireille Sadège

La Belgique a la certitude de devoir accompagner l'intégration de la Turquie dans l'Europe

(Suite de la page 1)



Hans Timbremont

Marie Arena

comme les banques Dexia et Fortis qui sont bien implantées en Turquie ou des groupes industriels dans les domaines du ciment ou des nouvelles technologies qui sont aussi présents en Turquie, l'ensemble constituant donc des liens économiques importants. Par ailleurs, je pense qu'on peut aussi développer nos liens culturels avec la Turquie, la culture turque étant très riche et souvent trop mal connue de la population belge.

Quelle est l'image de la Turquie en Belgique ?

En Belgique, nous avons la chance que la communauté turque soit très bien intégrée, un peu comme la communauté italienne. Du reste, nous avons un secrétaire d'État turc à Bruxelles et les Belges ont une très bonne image de la Turquie, ce qui nous pousse à continuer dans ce sens. Ces liens, qui sont presque des liens de chair et de sang entre la Turquie et la Belgique, nous apportent une grande richesse.

Que pensez-vous de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ?

Personnellement, de même qu'au nom de la communauté française, je peux dire qu'il nous semble très intéressant de pouvoir travailler avec la Turquie au niveau européen pour plusieurs raisons : géographiquement, c'est une région importante dans le monde car ce pays constitue un lien entre le continent européen et le continent asiatique. Par ailleurs, nous avons avec la Turquie des liens culturels très étroits et il faut tenir compte de l'importance de sa population. La Belgique a la certitude de devoir accompagner l'intégration de la Turquie dans l'Europe. On ne peut pas, en tant qu'Européens, tourner le dos à la Turquie. Si nous commettons cette erreur, d'autres risqueraient d'ouvrir leurs bras à la Turquie et les conséquences pourraient être néfastes à toute l'Union. Je suis intimement persuadée qu'il est beaucoup plus intéressant, pour nous Européens, d'avoir une approche ouverte vis-à-vis de la Turquie. En même temps, cela va, certes, demander des efforts à la Turquie comme ce fut le cas pour tous les pays qui, progressivement, sont entrés dans l'Europe, mais on peut

constater que de nombreux pays ont dû leur réussite à leur intégration. À ce titre, on peut citer l'exemple du Portugal qui, après son adhésion à l'Europe, a connu un succès exceptionnel. Je pense que l'Europe doit aussi aider la Turquie. Cela peut prendre un peu plus de temps parce que c'est un grand pays, mais nous devons accompagner ces changements.

Que pensez-vous du processus d'adhésion et de son aboutissement ?

Je pense que la Turquie a un grand travail à faire. Les Européens doivent ouvrir leur réflexion à la Turquie, mais la Turquie doit aussi accélérer les processus de son changement, notamment en matière économique. Dans le domaine du travail, par exemple, l'Europe cherche à améliorer le bien-être des travailleurs et non pas à diminuer leurs droits. La directive Bolkestein avait pour objectif de ramener les conditions de travail au niveau de celles du pays d'origine, ce qui signifiait qu'on aurait diminué tous les droits des autres pays.

Je suis intimement persuadée qu'il est beaucoup plus intéressant, pour nous Européens, d'avoir une approche ouverte vis-à-vis de la Turquie.

Or l'Europe ne doit pas être une société de mal-être mais de bien-être. Un autre sujet me tient particulièrement à cœur : les droits des femmes ne doivent pas être méprisés et placés plus bas que ceux des hommes. La Turquie doit encore travailler sur ce sujet.

Y a-t-il un tourisme belge en Turquie ?

La Turquie est un pays magnifique et Istanbul est une ville pleine de richesses, pleine d'imprévu. Un séjour en Turquie offre, bien sûr, le dépaysement, mais on y retrouve aussi de nombreux éléments de ce qui a fait notre culture, ce qui nous le rend très proche par de nombreux aspects, historiques, artistiques, ... Actuellement, quelques milliers de Belges effectuent chaque année un séjour en Turquie et leur nombre augmente régulièrement. Les habitants de la Turquie sont très accueillants et je crois que je reviendrai plus souvent. Un jour, je me suis même dit que j'aimerais bien habiter dans cette ville.

Pourquoi faire de la politique ?

J'ai décidé de faire de la politique parce que je voulais changer le monde. Je ne sais pas si j'y arriverai, mais en tout cas j'en ai envie.

Propos recueillis par Hüseyin Latif



La Grand-Place à Bruxelles

Des programmes de maîtrise à l'Université de Galatasaray



Mehmet Şakir Ersoy

Nous nous sommes entretenus avec le professeur Mehmet Şakir Ersoy, Doyen de la Faculté des Sciences économiques et administratives de l'Université de Galatasaray des programmes de maîtrise dans cette université.

Quelle est la situation de la maîtrise en Turquie ?

Encore très récemment, il existait peu de programmes de maîtrise en Turquie. D'autre part, depuis 6 ans, il existe une maîtrise en Textile que l'on nomme programme de maîtrise sans thèse à double diplôme. Cependant, des obligations de thèse comme celle existant dans la maîtrise classique dans la phase de fin d'études ne sont pas exigées. Néanmoins, un projet de fin d'études est nécessaire et il s'agit d'un travail pratique. La maîtrise sans thèse possède des côtés différents des programmes de la maîtrise classique : les cours sont donnés le soir durant la semaine, ainsi que les week-ends, ce qui en fait un programme plus avantageux pour les personnes qui travaillent. D'ailleurs, ceux qui fréquentent ces programmes sont essentiellement ceux qui travaillent dans un établissement professionnel. Le programme de maîtrise sans thèse de notre université dure 2 ans. Au total 12 matières sont enseignées et un projet de fin d'études est présenté à la fin du programme.

Quelle différence existe-t-il entre un projet de fin d'études et une thèse ?

Une thèse est une étude qui apporte une solution à un problème à partir des arguments qui constituent cette thèse et qui est basée sur la recherche. Par ailleurs, s'il faut donner un exemple dans le milieu de l'exploitation, le projet de fin d'études comprend les études pouvant prendre moins de temps telles que l'analyse d'un sujet et d'une société ou le développement de faits dont le poids scientifique n'est pas important et qui vise davantage la pratique.

Ceux qui soutiennent une maîtrise sans thèse doivent-ils faire un stage dans un établissement professionnel ?

Il n'y a pas d'obligation de stage mais, si une étude se fait concernant un établissement professionnel quelconque, nous établissons des contacts avec cet établissement-là. Nous prenons des rendez-vous

et nous appuyons les travaux concernant ce sujet.

Quelle est la langue d'enseignement de la maîtrise ?

La langue des programmes de la maîtrise classique à l'Université de Galatasaray est le français. Jusqu'à l'année dernière, la thèse également devait être rédigée et soutenue en français mais le nombre des étudiants souscrivant à cette obligation diminuait car le nombre des francophones est relativement faible. Si nous comparons le nombre des étudiants qui pratiquent l'anglais à celui de ceux qui savent le français, ce dernier est très bas. De ce fait, nous avons apporté de la souplesse en permettant de rédiger les thèses également en anglais. C'est la raison pour laquelle, à partir de cette année, les thèses se rédigent en langue française ou anglaise dans la maîtrise classique.

Selon vous, cette situation n'est-elle pas paradoxale dans une université célèbre pour son enseignement en français ?

Nous ne faiblissons pas dans l'enseignement du français mais nous voulons par ailleurs ouvrir notre université à davantage d'étudiants. Car, le français n'est pas une langue facile à apprendre. De ce fait, il est très difficile, pour les personnes qui ont dépassé l'âge de 20 ans, de rédiger une thèse en suivant l'enseignement correspondant, tout en apprenant le français pour pouvoir soutenir une maîtrise.

À l'exception des départements de Gestion, de Logistique et de Marketing, la langue d'enseignement des programmes de maîtrise est le turc. Seulement, le LES (examen d'accès pour études après licence) est la condition incontournable pour avoir accès aux examens d'admission. Ceux qui obtiennent au minimum 45 ont le droit de se présenter au concours. Cette année, bien qu'ayant fixé à 55 le barrage du LES dans les départements de Gestion et de Logistique, nous avons malgré cela un grand nombre de demandes. De plus, nous avons mis en place des examens de langue indépendamment du LES. L'examen de langue ne concerne pas que le français, vous pouvez également participer en anglais. Autre assouplissement : si le candidat possède un certain niveau de TOEFL, si celui-ci convient également au barrage, dans ce cas-là, il est exempté de l'examen. Il existe par ailleurs une exonération concernant le français pour les diplômés des écoles francophones.

Dans quelles branches proposez-vous des programmes de maîtrise ?

Nous organisons des programmes universitaires de maîtrise dans les quatre départements suivants : la Gestion, l'Économie, les Relations internationales et les Sciences politiques. Tous les programmes de

doctorat et de maîtrise sont dispensés sous le patronage de l'Institut des Sciences sociales. Mais il existe aussi des programmes auxquels notre faculté apporte son appui.

Il existe des programmes de maîtrise sans thèse à double diplôme concernant la gestion tels que l'administration de gestion ou la gestion de marketing et de logistique. Nous proposons aussi des programmes de maîtrise sans thèse

à double diplôme très divers tels que le Droit de l'UE, le Droit économique, le Journalisme télévisé, les Études régionales et stratégiques, les Analyses sociales sur la Turquie, les Stratégies de communication et les Relations sociales, la Gestion internationale, l'UE, la Diffusion à la radio et à la télévision ainsi que l'Avant-gardisme et la prise de décision politique.

Dans les programmes classiques, la maîtrise à double diplôme dans les Relations internationales, le Droit privé, le Droit public, le Droit de l'UE, le Journalisme de radio et de télévision, la Philosophie ou encore l'Économie sont des études réalisées conjointement avec la Sorbonne. Nous

délivrons des diplômes de maîtrise dans les départements des Finances, de Gestion, de l'UE, des Sciences politiques, des études sur les Médias et la Communication, de la Gestion de communication stratégique et de Langue et Littérature françaises. Actuellement, sont proposés un grand nombre de programmes

de doctorat dans notre université de Galatasaray et il est question d'une nouvelle formation qui va débiter cette année. L'Université de Galatasaray, l'Université de Marmara, l'Université technique d'Istanbul et l'Université de Yıldız vont réaliser ensemble un programme commun de doctorat. Par ailleurs, chaque diplôme sera signé par les quatre recteurs, quelle que soit l'école dans laquelle l'étudiant se sera inscrit. C'est une chose très juste qui crée

de la synergie entre établissements, tout en préservant la qualité de l'enseignement.

Peut-il exister des disputes à ce sujet entre les universités ?

Il n'existe nullement de disputes mais une compréhension commune. J'ai mis un point d'honneur à bien veiller à cela. De plus, je veux développer ce type de formation dans le domaine de la Gestion.

Nous envisageons d'élaborer, peut-être dans les années à venir, un programme de doctorat de la même façon que dans le domaine de la Gestion, où l'Université de Boğaziçi arrive en tête.

Quel est le pourcentage des étudiants diplômés de l'Université de Galatasaray qui suivent ces programmes de maîtrise ?

Il ne m'est pas possible de vous donner un pourcentage précis mais je crois que très peu d'étudiants, peut-être 10 à 15 %, suivent la maîtrise. À mon avis, la raison en est essentiellement psychologique car nombre d'étudiants pensent encore pouvoir suivre un enseignement différent et de meilleure qualité en se rendant en France ou en Angleterre. Heureusement, ce type de préjugés disparaît petit à petit.

Que pensez-vous de l'image de l'Université de Galatasaray en Europe ?

Nous avons des accords avec près de 40 universités françaises et européennes. Nos étudiants viennent de Dijon, de Brême, ... Nous avons passé des accords avec ces universités. Un institut a été fondé l'an dernier à Brême, qui va à la fois fournir des cours de maîtrise et réaliser des modules pour des sociétés. L'institut dispense son enseignement en 3 langues : l'allemand, l'anglais et le turc. Cependant, ils ont voulu spécialement que l'université de Galatasaray soit partie prenante dans cette affaire et nous avons donc participé à la création de ce programme. Non seulement les universités mais également de nombreux instituts désirent travailler avec nous.

Propos recueillis par Hüseyin Latif



Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ N° de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ____/____/____ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul

n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 60025808)

Bizimavrupa Yayincılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais

n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@alaturque.com

alt 20

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

dans votre agence de voyages ou www.marmara.com

☎ 0892 161 161

Turquie Week-end Happy Istanbul***

229€*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

Marmara
Droit au voyage

LIC. 075 95 0298 / * Prix à partir de, par personne, valable à certaines dates inf. brochure gréso-moy-été 2006. Taxes aéroport et frais de dossier de 49 €, soit un total de 278 €.

Les cimentiers français contre les paysans de Karalgazi



*Aykut Küçükaya

La Turquie est l'un des pays favoris des sociétés mondiales de ciment. Les sociétés internationales s'ouvrent vers le monde pour y investir dans de nouveaux marchés ; elles veulent avoir leur mot à dire en Anatolie, vu son emplacement dans le bassin méditerranéen et la proximité avec le Moyen-Orient. En effet, l'importance du marché du ciment en Turquie tient à sa position géographique proche du Moyen-Orient, détruit par les occupations et les guerres. Le fait qu'au cours des années 90 d'importantes sociétés de ciment aient procédé à des investissements en Turquie prouve cet intérêt. Dans ce mouvement, les acteurs les plus actifs ont été les Français. Ces derniers réalisent la plupart de leurs investissements en Turquie dans le secteur du ciment et dans celui de l'automobile. La société Lafarge, leader mondial dans le secteur, ayant son siège à Paris, et le groupe Vicat attirent l'attention avec leurs investissements. Les autres investisseurs européens sont la société italienne Cementir et la société allemande Heidelberg... Mais les deux sociétés françaises sont aussi dans l'actualité avec les réactions des écologistes face à leurs investissements en Turquie. Le groupe français Vicat possède deux usines de ciment, une à Ankara, l'autre à Konya.

Cette société, qui a acheté Konya Çimento, possède également 27 centrales à béton prêt à l'emploi. Signalons à nos lecteurs que dans un proche avenir, la société veut construire sa troisième usine de ciment en Turquie dans le village de Karalgazi, près de Karaman, y investissant 120 millions de dollars. L'usine de ciment Toros sera construite sur un terrain de 380 000 m². Elle produira 1,5 million de tonnes de ciment par an. Sa construction débutera en 2007 et elle doit être opérationnelle en 2010, avec l'embauche de 300 personnes. Bien sûr, c'est là le plan de la société ! Or ce plan risque fort d'être remis en question et de ne pas se dérouler comme prévu. Le groupe français Vicat, qui s'est aperçu de la situation s'est entretenu avec la population de la région ces derniers mois. Le directeur général de l'usine de ciment de Konya, Davut Ulus a indiqué aux paysans que la société française était spécialiste du ciment depuis 150 ans et que c'est l'inventeur ciment qui l'avait fondée. Il a précisé qu'ils utiliseraient une nouvelle technologie afin de ne pas dégrader l'environnement... Mais il n'a pas été très convaincant... Alors, que pensent les habitants du village de Karalgazi de cette usine ? Les paysans sont oppo-

sés à sa construction, persuadés que l'usine endommagera les terres cultivées de la région. Certains scientifiques et Chambres d'agriculture apportent leur soutien aux paysans. Le récit le plus étonnant vient du maire du village de Karalgazi, Mehmet Uysal... (Selon le maire, depuis quelque temps, certains individus ont commencé à acheter des terres agricoles dans le village et les environs pour y construire des fermes et il explique que les paysans, ayant confiance en ces personnes pour assurer le développement de la région, ont vendu leurs terrains fertiles. Uysal ajoute : ce n'est qu'après l'achat des terrains que les fermiers ont appris que la société française propriétaire de l'usine de ciment de Konya allait construire une usine de ciment dans la région. Uysal affirme que les autorités de la société française les ont trompés et ajoute : « Nous avons appris que les gaz provenant de l'usine de ciment provoquaient le cancer. De plus, leurs poussières tuent la végétation. Nos paysans qui ont vendu leurs terrains le regrettent. Nous ne voulons absolument pas de la construction d'une usine de ciment dans la région. Nous attendons le soutien des autorités compétentes concernant à ce sujet. »

Pour le président de la Chambre d'agriculture de Karaman, Ercüment Yılmaz, la région dans laquelle l'usine doit être construite possède les terres les plus fertiles de la plaine de Karaman et ajoute que sur ces terres agricoles de première catégorie, il est possible de cultiver une gamme variée de produits agricoles comme les pommes, les haricots, les tomates, le maïs, les céréales et les pommes de terre. Yılmaz signale qu'il a été procédé à la vente de plus de 30 hectares de terres agricoles. Le docteur Mehmet Asil Yılmaz, professeur à la faculté d'agriculture de l'université de Çukurova, affirme qu'il a fait des recherches scientifiques et qu'une usine de ciment construite dans la plaine de Karaman, dont il connaît très bien la structure, transformerait la région dans un désert comme à Karapınar. Il précise que le plus important, ce sera les effets nocifs pour la santé humaine des gaz et les poussières qui apparaîtront dès la mise en service de l'usine. La société déclare qu'elle empêchera la propagation de ces gaz et poussières avec des filtres, or ces filtres ne sont absolument pas efficaces. Si c'était le cas, la France aurait autorisé la construction de l'usine sur son territoire. La société, après avoir fait toutes les études préparatoires, a fait sa demande auprès du ministère de l'Environnement et de la Forêt ; et elle attend actuellement l'approbation.

*Aykut Küçükaya, journaliste au quotidien Cumhuriyet



Piyale Madra : une sociologue de la caricature



Piyale Madra

Nous avons rencontré Piyale Madra, dessinatrice de presse du journal « Radikal ». Elle nous parle du choix de ses thématiques, de ses sources d'inspiration...

Bien que gardant vos distances avec les sujets politiques, vos caricatures de la vie privée de chacun ne montrent-elles pas forcément le cadre politique de la vie quotidienne ?

C'est très juste comme analyse. Je tâche de dessiner le reflet de tout ce qui se passe dans le monde : la vie quotidienne comme les guerres interminables, le réchauffement de la planète, l'escalade effrénée de la consommation, la perte des valeurs morales ou encore le manque de communication entre les personnes vivant dans le même foyer.

Le fait d'être une femme en Turquie vous impose-t-il d'autres limites qu'à vos collègues caricaturistes du monde entier ?

En ce qui me concerne, je dessine de façon extrêmement libre et le fait d'être une femme ou un homme n'influe en rien sur

mon travail et je ne me pose même pas la question. Certes, lorsque certains sujets de société ne peuvent être abordés de la même façon par un homme ou une femme, mon travail peut – légèrement – différer de celui de mes confrères. De même que mes amis caricaturistes qui font des caricatures politiques pour la presse quotidienne aussi bien que dans des revues, je suis extrêmement libre. Bien entendu, je dois préciser que nous nous appliquons la même autocensure, quant aux limites à ne pas dépasser, que tous les caricaturistes du monde entier. Ainsi, nous nous interdisons de prendre pour sujets de caricatures les personnes ayant des choix sexuels différents ou les personnes handicapées car nous pourrions alors blesser ces personnes. Tout caricaturistes que nous soyons, nous ne devons pas abandonner le bon sens ni les valeurs morales qui donnent un sens à la vie des personnes.

Vous inspirez-vous de la réalité, de votre imagination, ou bien d'un mélange des deux ?

Je n'essaie pas de « coller » à l'actualité immédiate, j'essaie plutôt de retranscrire avec mon imagination les événements vécus dans mon entourage et les choses que j'ai observées, tout en y ajoutant des éléments comiques. L'intuition, quant à elle, est un élément toujours présent à l'arrière plan.

En quoi votre éducation, et particulièrement vos études aux Beaux-Arts en France, se retrouvent-ils dans vos dessins (du

point de vue forme, perception, esthétique) ?

Je pense que le fait de me rendre, au début des années 70 toute seule à 17 ans, en France pour mes études m'a fait gagner beaucoup de choses. Sur le plan purement scolaire, en dehors de quelques matières, le Département des Beaux-Arts d'Istanbul n'était guère différent de celui de Grenoble. En revanche, ce que m'ont surtout apporté les années que j'ai passées là-bas a été un élargissement de ma vision du monde. À mon avis, ce qui est le plus important c'est de tenir compte de ces années-là.

Comment vous vient l'inspiration ?

Les premières années, j'étais prise par un sentiment extraordinaire de panique. Je vivais un véritable stress d'être obligée de remettre chaque jour mes caricatures au journal. À présent, il m'arrive par moments de revivre ce même sentiment, mais je me rassure vite, sachant que l'esprit humain est une source inépuisable.

Comment s'est fait le choix des personnages dans vos caricatures ?

Il n'existe pas de typologie distincte chez les Adam et les Ève. Je dessine mes personnages de façon qu'ils puissent souligner l'esprit de la situation et qu'ils conviennent le mieux à cet esprit.

Vos caricatures sont-elles porteuses d'un message, ont-elles un objectif et, si oui, lequel ?

Je n'agis pas en ayant l'idée de transmettre un message à quiconque. Je ne fais que



dessiner des situations que j'imagine. Je reproduis sur le papier tantôt ce qui est totalement comique, tantôt la situation (que je considère angoissante) du monde et de l'humanité.

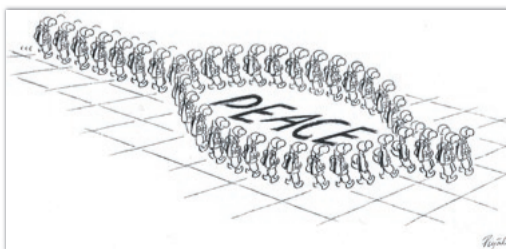
Vous qui êtes francophone, faites-vous régulièrement des expositions en France ? Quels sont les caricaturistes français que vous appréciez le plus et pourquoi ?

J'expose dans les pays francophones, mais sans régularité, les expositions ayant lieu parfois en France et parfois en Belgique, voire en Italie. Le caricaturiste français que j'apprécie le plus est le regretté Jean-Marc Reiser. Sa profonde connaissance de l'homme lui permettait d'associer avec talent des éléments comiques avec les circonstances tragiques de la vie.

D'après-vous, tous les sujets peuvent-ils faire l'objet d'une caricature ?

La caricature ayant pour rôle de montrer avec humour les dysfonctionnements de notre société, il n'y a guère de sujets qui puissent échapper au crayon des caricaturistes.

Propos recueillis par Mireille Sadège



Les réfugiés suspendus dans un vide spatial



*Garip Turunç

Pendant les deux derniers siècles de notre histoire, les réfugiés, les « personnes déplacées », les migrants volontaires ou involontaires, étaient naturellement considérés comme relevant de la responsabilité du pays d'accueil et étaient traités en tant que tels. Une fois admis, ils se trouvaient sous la juridiction exclusive et indivisible du pays dont ils étaient les hôtes. Pour résoudre le problème, ce pays avait à faire le choix entre deux solutions : la première revenait « à absorber les étrangers » de manière qu'ils soient intégrés dans le corps national et cessent d'exister en tant qu'étrangers ; la seconde solution était de « vomir les étrangers » : les rassembler et les expulser. Notons néanmoins que rechercher l'une ou l'autre des deux solutions n'a de sens que d'après l'hypothèse d'une division territoriale bien définie entre le dedans et le dehors. Or, dans notre monde global moderne où la libre circulation des biens et des personnes est la règle (mondialisation oblige), cette hypothèse ne possède plus beaucoup de crédibilité aujourd'hui. Nous sommes tous dedans, plus rien n'est à l'extérieur. Ces « modèles » n'étant plus pertinents, il semble qu'il n'existe plus de bonne stratégie pour prendre en charge des nouveaux arrivants. En effet, à une époque où aucun modèle culturel ne peut autoritairement et efficacement revendiquer sa supériorité sur un autre, l'assimilation culturelle n'est plus possible. Les déportations et les expulsions

provoquent chaque fois un tollé général et ternissent le crédit international de leurs auteurs. Cependant, les gouvernements préférant éviter les ennuis continuent à verrouiller leurs portes à tous ceux qui y frappent pour chercher un refuge.

Il est certes normal que les États riches refusent d'ouvrir en grand leurs portes à tous ceux qui se pressent à leurs frontières. L'Europe, pas plus que la France, ne peut « accueillir toute la misère du monde », comme l'a dit jadis l'ancien Premier ministre français Michel Rocard. Mais celui-ci ajoutait : « mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part. »

Loin de justifier une politique d'immigration zéro fondée sur la répression et le rejet de l'autre, les contraintes économiques et sociales devaient, selon M. Rocard, inciter les responsables politiques à inventer des solutions pour permettre aux habitants du Nord de répondre aux appels à l'aide venus des pays du Sud.

Nous n'avons pas le droit en effet de considérer ce problème uniquement du point de vue des pays prospères ; il nous faut aussi adopter le point de vue de ceux qui cherchent leur salut, c'est-à-dire une existence humaine, et non la protection contre la persécution politique. Surtout dans la situation actuelle, où le désir d'immigrer est manifestement plus fort que l'hospitalité.

Les drames de Ceuta et de Melilla (à

l'automne 2005, des centaines d'émigrants africains s'étaient jetés à l'assaut des frontières barbelées de ces enclaves espagnoles, au nord du Maroc, et seize étaient morts, victimes de la répression policière), comme les naufrages dont sont souvent victimes ceux qui tentent de traverser la Méditerranée, devraient obliger les gouvernements européens à chercher d'autres réponses que le simple refoulement des candidats à l'immigration. L'Union européenne ne peut pas laisser des centaines, voire des milliers de personnes démunies errer dans le désert ou mettre leur vie

en péril dans des embarcations de fortune sans trahir ses valeurs de solidarité et de respect de la dignité humaine. Si elle ne peut répondre à toutes les demandes qui lui sont adressées, elle ne peut pas non plus les rejeter en bloc. Comme l'affirme le commissaire européen Franco Frattini : « Quand des milliers de personnes sont prêtes à mourir pour tenter de se construire un avenir en Europe, cela veut dire que la forteresse est indéfendable. »

L'Union européenne a déjà investi beaucoup d'argent dans le contrôle de ses frontières extérieures au cours de son élargissement et la Commission propose d'y affecter 2,15 milliards d'euros pour la période 2007-2013. Si l'Europe n'ouvre pas certains canaux permettant aux étrangers d'immigrer légalement dans l'Union,

on risque d'être entraîné dans un cycle diabolique. Celui-ci va sans cesse obliger les gouvernements européens à inventer et à financer de nouveaux stratagèmes pour lutter contre l'immigration illégale, sachant que les passeurs et les migrants eux-mêmes vont aussi redoubler d'astuce. Selon le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, il y a dans le monde entre treize et dix-huit millions de personnes « victimes de déplacements forcés » qui se battent pour survivre hors des frontières des pays où elles sont nées. Parmi celles-ci, 90 % sont placées dans des camps (en Europe 15 % seulement – si l'on peut dire). Ceux qui y vivent ne peuvent pas retourner « là d'où ils viennent », le pays qu'ils ont quitté ne veut pas de leur retour, leur vie a été détruite, leur maison incendiée ou volée. Ils n'ont pas de route devant eux, ils ne savent pas où aller. Ils ne sont ni installés ni en déplacement, ils ne sont ni sédentaires ni nomades. Ils sont projetés dans un nul part, perdus dans le néant, suspendus dans un vide spatial dans lequel le temps s'est arrêté pour établir une pause.

Les portes peuvent être verrouillées; le problème ne disparaîtra pas, aussi solides soient les verrous. Les verrous peuvent aider à garder le problème hors des regards et des esprits, mais ne peuvent aucunement constituer la réponse à une politique d'asile qui touche à des valeurs universelles : les droits de l'homme, l'identité de l'individu et celle des nations.

Garip Turunç

*Maître de conférences

à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV

Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul

Réflexion autour d'une identité européenne

(Suite de la page 1)

« nationalisme blanc de classe moyenne » qui prétend que les étrangers ne font pas preuve de compatibilité avec les valeurs de l'Europe. Et avec cela, surtout après les événements du 11 septembre, s'est constituée une atmosphère de crainte et d'animosité vis-à-vis des immigrés dont la majeure partie est de confession musulmane. Ainsi, le Centre européen de poursuite du racisme et des hostilités constate-t-il que les harcèlements verbaux et les attaques physiques contre les citoyens musulmans, immigrés ou non, sont en hausse. Cette réaction, qu'on peut aussi définir comme une islamophobie, s'est creusée davantage après les attaques terroristes en Espagne et en Grande-Bretagne. Les derniers propos du pape Benoît XVI se présentent comme l'expression claire de cette animosité. Les éléments du conservatisme qui nous parviennent du passé comme la religion, les coutumes culturelles, l'histoire même constituant la base de réactions, l'exclusion des Turcs considérés comme différents dans ce contexte peut sembler inévitable. Or, l'identité européenne ne doit pas être si limitée qu'elle se réduise à une



seule appartenance et, de ce fait, l'exclusion des Turcs simplement pour leurs particularités culturelles n'est que l'expression tacite d'une identité pathologique. Cette exclusion se présente spécialement dans

le domaine des évaluations concernant le processus de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Suivant un récent sondage d'opinion réalisé par Eurobarometer, la majorité des Européens soulignent le point de vue que la Turquie, culturellement différente des autres pays, ne doit pas adhérer et, plus encore, ils pensent que la Turquie ne constitue pas historiquement une partie de l'Europe.¹ La majeure partie des Européens, comme 80 % des Autrichiens, 74 % des Allemands et 70 % des Français sont réservés quant à l'adhésion de la Turquie. Cette majorité des Européens s'oppose à l'adhésion de la Turquie, même si ce pays remplit tous les critères nécessaires pour l'intégration à l'UE. Ce point de

vue des Européens vis-à-vis des Turcs entraîne naturellement son pendant chez les Turcs et les regards des Turcs vers l'Europe se chargent de doute et de froideur. Suivant les données communiquées par la Commission européenne, on observe une chute sérieuse dans le pourcentage du soutien des Turcs pour une adhésion à part entier. Entre début 2004 et le printemps 2006, le pourcentage de ceux qui soutiennent l'adhésion de la Turquie a chuté de 71 %

à 44 %² alors que, malgré les fluctuations, ce pourcentage du soutien populaire n'avait jamais été inférieur à 60 %. À la source de cette réaction se trouvent un bon nombre de motifs variés, allant de la

manigance sur la sensibilité politique des Turcs par les Européens jusqu'à la crainte d'une érosion de l'identité nationale et des valeurs culturelles chez les Turcs, parmi d'autres préjugés. Mais c'est la conviction de l'existence d'une différence culturelle entre le Turc et l'Européen qui est l'un des motifs les plus imposants. Du reste, plus de la moitié du peuple turc (55 %) est convaincu que des relations

plus étroites avec l'Europe risqueraient de faire dégénérer les valeurs morales.³ Ce qu'on peut en tirer comme conclusion, c'est que les identités meurtrières des deux parties deviennent prépondérantes. Mais que doit-on faire en priorité ? Des efforts déployés pour le rétablissement d'une confiance réciproque et la suppression des malentendus peuvent constituer des premiers pas importants. Car un rapprochement d'identités entre des sociétés qui ne s'ignorent pas se révèle inévitable et certain. De fait, dans les documents publiés en 2004 par la Commission européenne concernant la Turquie, on avait souligné l'importance de l'établissement d'un dialogue profond entre le peuple turc et les peuples européens comme l'une des trois étapes de la période précédant l'intégration. Ainsi vise-t-on à la création de ponts intellectuels qui rendraient possibles les échanges d'idées entre les peuples concernant les thèmes à traiter comme la religion, l'immigration, le terrorisme, les droits des minorités. L'établissement d'un tel dialogue contribuera à

L'identité européenne ne doit pas être si limitée qu'elle se réduise à une seule appartenance et, de ce fait, exclure des Turcs simplement pour leurs particularités culturelles.

ce que les peuples des deux parties se connaissent mieux l'un l'autre et à ce qu'on se découvre plus facilement des affinités entre diverses identités. En réalité, l'intégration de la Turquie à l'Union européenne fournit une bonne occasion à l'Europe de se poser des questions sur sa propre culture et sa propre identité. Si l'Européen formule une décision au sujet de la Turquie et des

Turcs simplement à travers les motifs culturels, avec des préjugés provenant du passé comme si, selon l'expression de Maalouf, « le chemin parcouru en tant que l'homme libre, finalement la vie » n'avait aucune importance, les semences des identités meurtrières comme l'Européen hautain ou le musulman fanatique de la crise des caricatures seront présentes à l'ordre du jour. Nous pensons que l'Europe prendra en considération cette remarque de Maalouf, né au Liban, conscient sur ses propres terres du danger que peuvent présenter les identités meurtrières.

¹Eurobarometer 64, Public Opinion in the European Union, European Commission, June 2006

²Eurobarometer 65, (Printemps 2006), Opinion publique dans l'Union européenne, Rapport national, Turquie, Commission européenne, Délégation turque.

³Hakan Yılmaz (2003), Euroskepticism in Turkey, doubts, anxieties and fears of the Turkish public concerning Europe and the European Union, Open Society Institute.

*Dr. Burak Erdenir

Secrétariat général de l'Union européenne

L'économie française et les manœuvres politiques destinées à sauver la situation



*Selda Atik

Ces deux derniers mois, le peuple turc a réfléchi aux raisons des allégations de génocide votées et approuvées en France. Nous avons dit, écrit et démontré, documents à l'appui, que la raison était en réalité à chercher dans la France elle-même. Il peut sembler, en effet, surprenant qu'une loi qui interdit directement la liberté de pensée soit votée par le pays qui a défendu, quasiment depuis le Moyen Âge, cette liberté de pensée et qui en est la forteresse au sein de l'Europe. En réalité, mon intention n'est pas de m'étendre sur ce sujet lui-même, mais plutôt d'analyser la période récente quant à l'économie française.

De nos jours, ce ne sont plus les structures politiques qui déterminent les évolutions économiques mais l'inverse. C'est la raison pour laquelle, dans un bon nombre de pays, lorsque les évolutions et les équilibres macroéconomiques commencent à se dégrader, l'attention se porte -on se demande pourquoi- en même temps vers d'autres directions.

Si on analyse la France de l'extérieur, c'est un pays développé d'Europe qui possède une population de 60 millions d'habitants, un Produit National Brut (PNB)

d'environ 2 000 milliards de dollars et un revenu national par habitant d'environ 35 000 dollars. Toutefois, si l'on analyse dans les dernières années les équilibres macroéconomiques, on constate clairement qu'il existe des évolutions négatives importantes. Par exemple, selon les données de 2005, le pourcentage du déficit budgétaire français par rapport au PNB est de 3,6 %. Or, d'après les critères de Maastricht déterminés en février 1992, ce pourcentage avait été fixé au maximum à 3 % dans les pays membres de l'Union. Par ailleurs, le taux de chômage s'était élevé à 9,5 % par rapport aux taux de la même année. En tête des principales raisons les plus importantes de l'augmentation du chômage vient la protection légale

et économique importante accordée aux travailleurs privés d'emploi. Ceci explique que nombre de chômeurs ne ressentent pas le besoin de chercher un emploi. D'autre part, l'économie française figure parmi les plus faibles de l'Union après l'Italie avec une hausse de seulement 3,1 %. Sur les bases des chiffres indiqués, l'OCDE (Organisation de Coopération et de Déve-

Lorsque les évolutions et les équilibres macroéconomiques commencent à se dégrader, l'attention se porte -on se demande pourquoi- en même temps vers d'autres directions.

loppement Économique) a averti l'année dernière la France qu'elle devait combler ses lacunes économiques en réalisant des réformes dans un grand nombre de domaines (BBC Turkish, 16 juin 2005). Dans le rapport présenté, il était indiqué que l'intervention sérieuse de l'État et la protection sociale très élevée étaient en contradiction avec le système capitaliste de l'économie de marché et augmentaient le chômage. Le rapport préconisait alors l'accélération des privatisations et l'augmentation de la concurrence pour la France.

Alors que la France figure parmi les pays moteurs de l'UE, ce tableau économique négatif a surpris les autres pays membres de l'Union.

Revenons à présent à la question du lien entre

cette évolution économique mauvaise de la France et la tension entre la France et la Turquie. Comme nous l'avons vu ci-dessus, les développements économiques qui ne sont pas glorieux pour un pays sont désormais condamnés à être dissimulés par des manœuvres politiques et c'est exactement ce que la France fait en ce moment. Les mouvements nationalistes extrémistes

et racistes qui se multiplient dans le pays amènent la population jeune et les chômeurs à agir avec virulence vis-à-vis des ouvriers immigrés et augmentent les voix du parti extrémistes de l'opposition. Par ailleurs, le pouvoir étant influencé par les choix des électeurs mécontents qui augmentent, pense utile de soutenir ce mouvement se développant vis-à-vis des immigrés et d'augmenter le potentiel de voix, particulièrement dans ce milieu où les résultats négatifs de l'économie se font ressentir le plus douloureusement. Par ailleurs, parmi les immigrés, les Turcs arrivent en tête des critiques, souvent devant les Asiatiques, les Arabes et les Africains.

En conséquence, la loi approuvée le 12 octobre 2006 à l'Assemblée nationale par seulement 106 voix sur 577 députés procède bien d'une méthode politique intérieure opportuniste destinée à tenter de sauver la situation en dispersant l'attention et en attirant les regards vers une autre direction. De plus, ces politiques de Gribouille destinées à esquiver la situation sont des politiques démodées dont les pays devraient se méfier comme de la peste et qui ne peuvent que leur nuire par un effet de boomerang.

*Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Hacettepe

Le secteur des cosmétiques en Turquie

On s'attend à ce que le marché de la cosmétologie en Turquie, qui se situe actuellement entre 1,5 et 2 milliards de dollars, double d'ici à 2010, compte tenu de l'augmentation de la population et des revenus.



*Eda Bozköylü

L'histoire de l'utilisation des cosmétiques remonte très loin dans le temps. On sait que dans l'ancienne Égypte, les femmes utilisaient du khôl pour colorer leurs paupières et que la reine Cléopâtre et la femme de Napoléon, l'impératrice Joséphine, prenaient souvent des bains de lait pour éclaircir et adoucir leur peau. Avec le temps, ces diverses pratiques naturelles ont bénéficié des développements de la technologie et constituent maintenant l'un des plus importants secteurs économiques du monde. Aujourd'hui, la consommation de cosmétiques est devenue un phénomène insensible aux guerres ou aux conditions économiques.

Les cosmétiques en Turquie

À part un certain milieu, notre population n'est pas très friande des produits cosmétiques. Ils ne font pas vraiment partie de notre quotidien, si ce n'est les shampoings, les savons et les crèmes démaquillantes qui sont nécessairement utilisés. Dans une Turquie comptant 70 millions d'habitants, le volume total du marché de la cosmétologie est de 2 milliards de dollars. En Europe, les dépenses annuelles en cosmétiques par personne sont de 113 dollars, alors que ce montant est aux alentours de 18 dollars en Turquie. La presque-totalité des besoins sont satisfaits par les importations et les entreprises locales se contentent le plus souvent de diffuser des marques connues. La cause principale de la faiblesse de ces chiffres est la consommation très minime par rapport aux pays européens. Par exemple,

la consommation de shampoing par habitant en Turquie ne représente que 20 % de la consommation d'un Européen. La situation n'est pas différente quant aux produits de maquillage et de parfumerie. En Europe, la consommation de ces produits concerne 79 % de la population entre 15-40 ans, alors que 2 % seulement de la population turque correspondante s'y intéresse. Pour toutes ces raisons, la Turquie et le Moyen-Orient sont des marchés porteurs pour les entreprises occidentales de cosmétiques. D'après Gabi Saul, le directeur général de l'entreprise Aromel

qui est dans ce secteur depuis trente ans et qui a produit les premiers parfums de Turquie comme Bellissima et First Class, la consommation en cosmétique par personne est encore très faible alors que la Turquie est un vaste pays. C'est-à-dire que le secteur de la cosmétique est quasiment vierge et constitue un espace de concurrence. Le milieu de ceux qui n'utilisent jamais de produits cosmétiques est en régression et le nombre des utilisateurs de cette gamme de produits augmente chaque jour.

Les coûts et la rentabilité

Dans les produits cosmétiques, les principaux postes de coûts sont ; la matière première, les produits d'emballage, des frais de production et de développement de marché (publicité, promotion). Le fait que la capacité soit grande et que la consommation soit faible augmente la concurrence et « les frais de développement de marché » apparaissent comme le plus important poste constituant les coûts.

Les marques étrangères ont obtenu plus de facilités pour entrer sur le marché turc.

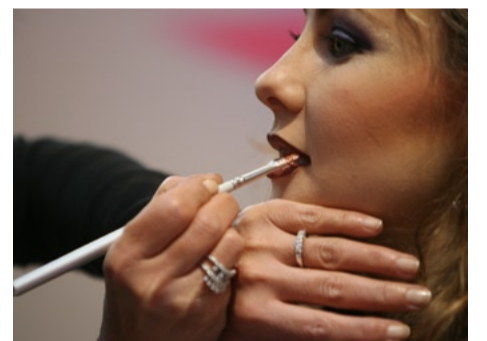
30 à 50 % du coût total d'un produit cosmétique sont représentés par les coûts de production, le reste est constitué des frais de publicité et de promotion.

Le niveau de l'emploi

Dans le secteur, on trouve en majorité des PME, entreprises familiales faisant travailler plutôt des ouvriers sans qualification. Les grandes entreprises internationales, quant à elles, détiennent 70 à 80 % du marché et, chez leurs associés locaux, le nombre d'employés est minimal, grâce à l'utilisation de technologies avancées. Dans ces entreprises, les salaires sont comparables à ceux des pays d'Europe occidentale. Mais les entreprises locales, de petite taille, emploient des ouvriers sans qualification et à de faibles salaires, ce qui explique les prix de vente différents rencontrés dans une même catégorie de produits. Ces dernières années, le fait que les importations augmentent a fait baisser le nombre d'emplois, même en experts et en ouvriers qualifiés.

Le problème des entreprises locales est de devenir une marque reconnue

L'un des plus importants problèmes des entreprises locales est de devenir une marque renommée. Même les entreprises Evyap et Hayat Kimya, présentes sur le marché depuis plus de quarante ans et qui sont devenues des marques, n'arrivent pas faire sentir leur présence dans la compétition internationale. Toutefois, depuis les quatre dernières années, on constate que les entreprises nouvelles qui participent aux expositions internationales ont fait de sérieux pas dans le but d'être reconnues comme des marques en dehors de Turquie. Serkan Kabakçı, le directeur des exportations de la société Tanalize, présente sur le marché avec ses produits



« Farmasi Kozmetik », déclare : « Les consommateurs doivent avoir confiance dans les marques locales, nos produits offrant même des plus par rapport à ceux qui sont importés. L'obstacle le plus important qui empêche les produits turcs de devenir des marques est les préjugés qui subsistent dans l'esprit des consommateurs ».

Après la suppression, l'année dernière, de la pratique de l'immatriculation par le ministère de la Santé, les marques étrangères ont obtenu plus de facilités pour entrer sur le marché turc. Et les entreprises locales, qui ont remarqué le développement du secteur, ont accéléré leurs travaux pour se voir reconnaître comme marques face à leurs rivales étrangères. Ce secteur qui se développe très rapidement offre des possibilités importantes pour les entrepreneurs, de nombreuses entreprises locales ou étrangères offrant des partenariats à ceux qui veulent entrer dans le secteur.

Pour que le secteur des cosmétiques, qui possède toutes les conditions dans notre pays pour un développement favorable, puisse s'amplifier, il faut d'abord fournir les incitations nécessaires et compléter le cadre légal du secteur. Dans ce cas, les entreprises pourront progresser rapidement sur la voie de l'institutionnalisation et devenir des marques.

*Eda Bozköylü, journaliste

Une « Optique Moderne » pour la Turquie

Yüksel Toksoy, malgré une formation d'architecte, a débuté dans le secteur de l'optique au début des années 70 pour poursuivre la « profession du père ». Durant sa vie professionnelle, il a occupé longtemps le poste de président de l'Association des opticiens et de président du Comité professionnel à la Chambre de commerce d'Istanbul. M. Toksoy est toujours membre de l'Assemblée à la Chambre de commerce d'Istanbul.



Le secteur de l'optique en Turquie

Avant la République, le métier d'opticien s'exerçait dans des pharmacies. La loi sur l'optique numéro 3958, entrée en vigueur en 1940, prévoyait de former des opticiens par des cours organisés dans les hôpitaux à des intervalles définis dans le cadre de la loi. La profession s'est organisée ainsi de 1940 à 1992. L'évolution des circonstances de la vie moderne a rendu la loi obsolète, il fallait que le cadre légal d'exercice de la profession et le système de formation changent. À partir des initiatives que nous avons proposées au YÖK (Conseil de l'enseignement supérieur) nous avons pu porter le métier d'opticien au niveau de pré-licence sous le nom de Programme de l'optique. À présent, l'enseignement de la profession d'opticien est dispensé dans six universités. Mais nos jeunes qui avaient obtenu le diplôme d'opticien ne pouvaient pas exercer le métier d'opticien en Turquie du fait que ce dernier ne figurait pas dans la loi. La nouvelle loi numéro 5193 est maintenant

appliquée et « l'obligation d'être diplômé de la pré-licence » est recherchée pour pouvoir exercer la profession d'opticien en Turquie.

L'optométrie et son enseignement

Profession paramédicale, l'optométrie est utilisée pour la détermination de la correction que doivent apporter lunettes ou lentilles à une personne ayant des problèmes visuels. Cet enseignement d'optométrie peut être prodigué en deux ans, après le lycée, par tout établissement supérieur et de très grandes réussites en ont été obtenues. Ceci assure un grand profit sur le plan national parce qu'il faut un enseignement de 10 ans pour devenir ophtalmologiste, celui-ci étant

La moyenne mondiale de l'utilisation de lunettes est de 55 % tandis que chez nous, ce taux se situe aux alentours de 15 %.

formé à traiter plus de 300 maladies oculaires. Utiliser 45 minutes des compétences de ces personnes précieuses pour simplement déterminer la correction à apporter à un œil constitue un grand gaspillage. Le fait que l'optométrie ne soit pas reconnue en Turquie est dû à l'insuffisance des études effectuées sur cette profession et les oculistes s'opposent à sa reconnaissance en raison de considérations financières.

Le poids de cet obstacle est beaucoup trop important pour l'enseignement de l'optométrie. Nous sommes en contact avec la Communauté européenne mais notre lutte contre l'UE n'est pas suffisante. Quoi que l'on fasse, il faut que nous augmentions le nombre des ordonnances médicales par le moyen de l'optométrie. Si l'on accorde le droit de libre circulation pour l'enseignement de l'optométrie, dans ce cas-là, vu que la Turquie ne possède pas d'optométristes formés, untel va venir ici de l'étranger, va s'installer en face du magasin d'optique qui m'appartient et nous, de notre côté, nous allons rester à le suivre désespérément. Pour cette raison, il faudrait que je fournisse l'enseignement de l'optométrie afin de faire en sorte que le peuple turc puisse être muni de lunettes. La moyenne mondiale de l'utilisation de lunettes est de 55 % tandis que chez nous, ce taux se situe aux alentours de 15 %. Mais, si le système

se met en place, ce pourcentage peut augmenter. Le Dr. Victor Connors, président de l'Union de l'optométrie mondiale et Mr. Robert Chappel, président du Conseil européen de l'optométrie et de l'optique sont venus ici. Notre but essentiel est d'amener en Turquie l'enseignement de l'optométrie pour le secteur qui pas eu de niveau d'enseignement sain jusqu'à présent. De ce fait, une structure permettant de réagir dans l'esprit de l'ensemble du secteur sanitaire reste absente et de

nombreuses démarches se font en dehors de la profession. Ce manque, dû à l'absence d'infrastructure, a eu longtemps un effet néfaste sur la profession mais notre loi récente comble ces lacunes. En revanche, ce qui est le plus important c'est que les médias et la presse radiophonique et écrite devraient éduquer les individus au sujet de la santé oculaire.

Le volume du secteur

Actuellement, on compte environ 6000 établissements d'optique médicale en Turquie. À côté de ces magasins, il faut compter les établissements de production de ce secteur. De nos jours, vu que l'économie parallèle se situe autour des 55 à 60 % en Turquie, il n'est pas possible d'obtenir de données économiques réelles d'un secteur, quel qu'il soit. La confiance est très importante dans le secteur optique et l'impression que vous ressentez dans le magasin où vous allez acheter vos lunettes est primordiale, c'est sur elle que repose le concept de boutique d'optique en Turquie. Lorsque les optomètres seront installés en Turquie, cette confiance ira alors non plus aux sociétés ou aux personnes mais à la technologie. Par ailleurs, un autre problème est la situation des opérations par laser en Turquie. Certes, nous ne cherchons pas à lutter contre la technologie. Pourtant, toutes sortes d'établissements prétendent assurer la guérison des malades alors que nombre d'unités de santé oculaire fondées en Turquie mettent en danger la santé des patients par leurs exigences financières. Les mauvaises publicités orientent nos



clients vers de tels établissements et les mesures pour lutter contre cette situation sont faibles et nous n'arrivons pas à nous défendre. Ces établissements ont des finances solides et les contrats établis avec la Sécurité Sociale commencent à être appliqués de manière à convenir aux conditions actuelles. Aujourd'hui, on est absolument obligé de passer par la prescription d'un médecin pour pouvoir satisfaire le besoin de lunettes en Turquie. Un titulaire de la Sécurité Sociale, de la Caisse de retraite ou du Bağ-Kur (Caisse des non-salariés) se fait ausculter et la valeur en dioptries est inscrite sur le carnet de santé. Le besoin en question est couvert en s'adressant aux établissements d'optique qui ont passé des contrats avec ces organismes.

La production de lunettes en Turquie

Nous arrivons à réaliser en Turquie la production de toutes sortes de verres de lunettes de bonne qualité, à partir de matières premières venant d'Allemagne. La production de tous les verres à multifocales peut être effectuée en Turquie. Dans le domaine des lunettes de soleil, nous suivons pour le consommateur la mode internationale, qui change sans cesse. Mais c'est là une toute petite partie de notre potentiel fondamental. Le plus important client de notre profession est l'État. L'État a édicté des normes à respecter dans le domaine de la fabrication de montures, obligeant à ne produire que des montures de qualité. Des montures de lunettes sont exportées par la Turquie vers l'Irak et l'Iran. Des montures de lunettes étaient exportées également vers les États-Unis, par la branche turque de la société Zeiss. Dans notre métier, le danger vient de Chine et de l'Asie du Sud-Est à cause de la qualité moyenne, voire médiocre des produits qui en proviennent.

La fin d'une époque



*Celine Benoit

C'est un « éléphant » de la vie politique turque qui s'est éteint le 5 novembre dernier. Né en 1925, Bülent Ecevit a marqué de sa présence la vie politique turque durant plus de quatre décennies. Ayant survécu à trois coups d'État, il a été le témoin privilégié mais aussi l'acteur engagé (il a été Premier ministre à cinq reprises) de la formation et de l'évolution de la toute jeune République turque.

Bülent Ecevit naît deux ans après la proclamation de la République par Mustafa Kemal Atatürk. C'est en 1957 qu'il entre en politique, parrainé par le célèbre Ismet İnönü, héros national de la guerre de libération et compagnon de route de Mustafa Kemal. Bülent Ecevit gravit rapidement les échelons au sein du CHP, Cumhuriyet Halk Partisi, le Parti Républicain du Peuple, fondé par Atatürk. En 1959, il est élu

chef régional du CHP dans la région de Zonguldak. En 1966, il est élu secrétaire général du parti et oriente la politique du CHP vers plus de socialisme.

Ecevit est un homme de convictions qui n'hésite pas à s'opposer aux actions des militaires mais aussi à « critiquer » les actions de son propre parti. Après le coup d'État de 1971, les militaires mettent en place un gouvernement mené par Nihat Erim qui est soutenu par le CHP. Or, Ecevit conteste le soutien de son propre parti à l'action des militaires. Pour lui, l'armée ne doit pas se mêler de politique. Pour protester contre le soutien du CHP au nouveau gouvernement, Ecevit démissionne de son poste de secrétaire général du parti. Néanmoins, il réintègre sa place un an plus tard et gagne les élections de 1973.

C'est justement dans les années 1970 qu'il entre dans l'histoire en ordonnant une action de l'armée turque à Chypre suite à un coup d'État sur la partie sud de Chypre et au risque d'annexion de la partie turque

par la partie grecque. En 1974, il laisse sa place à Demirel. La fin des années 1970 en Turquie est marquée par la crise économique et la montée de la violence politique. En 1978, Bülent Ecevit forme un nouveau gouvernement et tente de mettre fin à la montée de la violence dans la société civile turque. Cependant, il n'arrive pas à mettre fin à cet état de fait. Les violences se multiplient et aboutissent à l'intervention des militaires en 1980.

C'est le coup d'État le plus violent. De nombreuses personnes sont arrêtées et exécutées. Tous les partis politiques sont interdits et leurs dirigeants se retrouvent sous le coup d'une interdiction d'activités politiques, voir emprisonnés. Bülent Ecevit n'échappe pas à la règle puisqu'il est frappé par cette interdiction jusqu'en 1987. À cette date, il réintègre la vie politique mais il choisit de former son propre parti, le DSP, Demokratik Sol Partisi, le Parti de la Gauche Démocratique. De 1997 à 1998, il occupe le poste de vice-Premier ministre. L'arrestation du

leader du PKK, Abdullah Öcalan lui confère une aura nationale. La population le considère comme un héros et son parti devient le premier parti politique du pays.

En 1999, il revient au pouvoir mais ses années de gouvernement sont marquées par de nombreux problèmes (scandales politiques, mauvaise gestion du post-tremblement de terre, corruption, crise économique...). Il a néanmoins conservé une réputation de grande honnêteté. Aux élections de 2002, le score du parti s'effondre à 1,22 % des suffrages. Suite à cette défaite, il se retire de la vie publique. Il publie des ouvrages de poésie, de politique, de traduction. La disparition de cette figure de la vie politique turque marque la fin d'une époque.



Le Temps du dialogue et de la rencontre (Suite de la page 1)



du 20 novembre. En fait, la réunion était organisée conjointement par l'ITO et la CCIFT (Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Turquie). M. Yves-Marie Laouënan, président de la CCIFT, expert dans les relations commerciales franco-turques, n'avait pas compté ses efforts, depuis ces trois dernières semaines pour que cette réunion soit un succès.

Au cours de cette réunion, l'état des relations franco-turques -qui ont un passé de près de cinq cents ans- a été discuté pendant deux heures et demie avec les points de vue des participants.

Le président de l'ITO, M. Murat Yalçıntaş a précisé que la crise engendrée par le vote par l'Assemblée nationale française de la loi qui punit la négation du prétendu « génocide arménien » avait eu des effets négatifs sur les deux pays mais que cette crise politique pouvait être dépassée grâce aux « efforts des milieux

d'affaires des deux pays ».

Le président Laouënan, dans son discours qui a été suivi avec intérêt, a défendu sa thèse qui consiste à définir « une stratégie de communication commune » pour résoudre les crises qui apparaissent de temps en temps dans les relations franco-turques.

Dans son discours, l'ambassadeur de France en Turquie, Son Excellence Paul Poudade a indiqué quatre points fondamentaux : l'action commune des hommes d'affaires, le tourisme, l'éducation des jeunes et le fait que les peuples des deux pays s'aiment. Au sujet du tourisme, en écoutant la suggestion pour que les Turcs visitent plus la France, j'ai pensé au problème de visa de nos hommes d'affaires. Je suis sûr que tout le monde dans la salle pensait la même chose à ce moment-là.

Après la phrase « les peuples doivent s'aimer », je n'ai absolument pas compris la phrase « ils doivent s'aimer d'abord eux-mêmes... ».

Le sujet dont je veux le plus parler, c'est le message de Monsieur Laouënan qui est de « définir une stratégie de communication commune ».

Qu'on imagine une nouvelle stratégie, mais, avant de développer ce sujet, je veux vous transmettre les paroles de Bilge Demirkazan qui est la coordinatrice générale de notre journal et qui a prononcé, elle aussi, des paroles attentivement suivies :

« Nous travaillons pour que cette amitié qui existe depuis 500 ans ne soit pas altérée, pour qu'elle ne soit pas la victime de manœuvres politiciennes passagères. Nous ouvrons pour cela les pages de notre journal



Bilge Demirkazan

Yves-Marie Laouënan

Murat Yalçıntaş

aux voix du bon sens qui s'expriment de part et d'autre.

...le ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie nous (Aujourd'hui la Turquie) soutient, comprenant l'importance de la responsabilité que nous avons prise, montrant par-là l'intérêt que porte l'État turc à cette amitié séculaire. »

Le rêve est toujours beau et coloré, mais en priorité nous devons prendre en compte la réalité qui existe et en profiter au mieux.

Aujourd'hui la Turquie, est publié depuis deux ans en français pour renforcer les relations franco-turques.

Ignorer un centre de rencontre et de dialogue qui existe et rechercher d'autres moyens de communication ne rimerait à rien. Notre journal, étant une publication francophone, est très suivi par les hommes politiques à Ankara et à Paris. Il est devenu une plate-forme sur laquelle on discute des relations franco-turques et en même temps une référence.

Les hommes de science, les politiciens, les diplomates, les hommes d'affaires, les artistes et les sportifs des deux pays doivent profiter au mieux de cette plate-forme.

Ne perdons pas notre temps avec des recherches vaines, le lieu de rendez-vous pour le dialogue est chez *Aujourd'hui la Turquie*.

Nous formons le vœu de voir toutes les personnes

ayant foi en l'amitié franco-turque rejoindre à nos côtés le chemin dans lequel nous nous sommes engagés.

* * *

Pour finir, j'aimerais saluer deux nouveaux membres qui ont rejoint notre comité de rédaction ; l'ancien ministre Monsieur Bülent Akarcalı et l'ambassadeur à la retraite Monsieur Sönmez Köksal.

**Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif*

Enseignant à l'Université de Beykent

Docteur de l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III

Ce que pensent les Turcs
Sous la direction de Hüseyin Latif

Pour vos commandes appelez au + 90 212 550 22 50

Cui prodest (Suite de la page 1)

franco-turques. Nous ne savons pas sur quels documents, sur quelles sources et sur quelles études scientifiques s'est basée l'Assemblée nationale française pour interdire désormais la négation du prétendu génocide arménien. L'Assemblée française a pris une décision sans posséder d'éléments pour juger. Le fait de faire accepter de force un délit qu'un peuple n'a pas commis ne peut émaner d'un pays civilisé. Aucun motif religieux, économique et politique ne devrait être utilisé pour calomnier des personnes et pour en retirer des avantages injustifiés. S'il faut chercher un coupable des injustices commises contre les Arméniens, il faut le faire en se référant honnêtement à l'histoire. Une tragédie a sans doute été vécue dans le passé et ce type d'événement s'est produit dans l'histoire de toutes les grandes nations qui ont fondé des empires. Des événements semblables ont ainsi été vécus par la France, l'Angleterre, la Russie et quasiment tous les autres pays. Les Anglais et les Russes ont l'intelligence et l'honnêteté de ne pas ressasser encore et encore ces événements douloureux puisqu'ils assument parfaitement leur propre passé et reconnaissent qu'ils ont laissé les Arméniens face-à-face avec leur destin après les avoir exploités dans leur propre intérêt. Calomnier les Turcs pour en tirer certains profits ou se répandre en confessions en remuant ces événements douloureux n'apportera rien à personne, pas davantage aux 75 millions de Turcs qu'à leurs 3 millions de voisins arméniens. Il ne

serait pas digne d'un grand pays tel que la France de vouloir tirer profit des peines des autres. Nous ne voulons pas tenir l'ensemble du peuple français pour responsable de cette décision qui a été prise par quelques membres de l'Assemblée nationale. Nous savons bien qu'une grande partie des Français, y compris des politiciens, ont la conviction que c'est à l'histoire de juger les événements historiques.

En France, un groupe d'hommes politiques a coutume de se comporter et de s'exprimer négativement vis-à-vis de la Turquie dans toutes les plates-formes internationales. La plupart d'entre eux sont des politiciens sans envergure. Ils seraient incapables de situer l'emplacement de la Turquie sur une carte de géographie et considèrent la Turquie comme un pays antidémocratique où vivent des femmes en tchador noir et des hommes à barbe noire portant des pantalons bouffants, et où est utilisé l'alphabet arabe. Les désinformations et les décisions malintentionnées n'ayant pour but que le propre profit de ces politiciens ne contribuent pas à la paix internationale.

Après la Première Guerre mondiale, l'Empire turc s'est retiré des Balkans lorsque l'Empire ottoman s'est effondré et les Turcs qui se trouvaient dans les Balkans ont été l'objet de grands massacres. Thessalonique (Salonique) se situe en tête des villes où vivent de nombreux groupes de Turcs. Souvent, dans cette période, lorsqu'un Grec ou un Bulgare commettait un délit et devait comparaître devant le

tribunal, il envoyait à sa place un Turc en donnant des pots-de-vin au juge ; il faisait subir la sentence ou la peine de mort à ce Turc grâce au témoignage de faux témoins et il réduisait ainsi le nombre des Turcs. En fin de compte, il réussissait deux coups à la fois en une seule manœuvre... L'expression « Tête de Turc » trouvait là toute son application. Ce que vient de commettre la France n'est pas très différent : les Français veulent faire accepter de force par les Turcs un délit qu'ils n'ont pas commis. Par ailleurs, la Grèce, encouragée par les comportements hostiles de pays tels que la France vis-à-vis de la Turquie, va à son tour proclamer au monde entier et tenter de faire accepter par la suite que les Turcs sont coupables du génocide de Ponthus. J'en viens à craindre que même les Autrichiens et les Néerlandais se mettent à rédiger un scénario de massacre, vu qu'ils essaient de faire faire des choses inconcevables à la Turquie, sous prétexte de sa volonté d'entrer dans de l'UE.

S'il faut que nous revenions à la loi arménienne, nous sommes las que la France et l'Autriche veuillent empêcher l'adhésion de la Turquie à l'UE en ayant recours à des événements irraisonnables pour pouvoir en tirer prétexte. Le gouvernement français est allé tellement loin qu'il essaie d'empêcher l'adhésion de la Turquie à l'UE de façon à ne pas contrarier les occupants grecs de Chypre, tout en imposant également des conditions inaccepta-

bles pour la Turquie au sujet de Chypre. L'UE n'est pas la propriété de la France et de l'Autriche. (D'ailleurs, si cela avait été le cas, la Turquie n'aurait pas essayé d'y adhérer). C'est-à-dire que ce ne sont pas ces pays qui déterminent les choix de l'ensemble des membres. C'est une organisation internationale qui possède des critères précis et dont tous les Européens ont le droit d'être membres. Si la France annonçait clairement à l'opinion publique internationale les raisons de sa politique hostile à la Turquie et ce que le peuple français peut y perdre ou gagner, peut-être que nous les Turcs en serions convaincus et renoncions à notre demande... Car les autres grands pays d'Europe tels que le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne veulent que la Turquie adhère à l'UE et la soutiennent à cet égard.

Les Romains, lorsque la situation n'était pas très nette après un événement, posaient la question : *Is fecit, cui prodest* : Celui qui l'a fait, c'est celui qui en profite (Pour trouver le coupable, demandez-vous à qui profite le crime). On ne peut s'empêcher de dire « *cui prodest* ? » face à la loi arménienne que l'Assemblée nationale française a votée et face à la politique européenne de la France à l'encontre de la Turquie. Nous n'arrivons pas à calculer le bénéfice que la France espère en retirer, mais nous sommes totalement sûrs que l'Arménie n'y a rien gagné.

**Prof. Dr. Haydar Çakmak*
Professeur à l'Université de Gazi

Un refus de l'UE serait certes néfaste pour la Turquie mais le serait encore davantage pour les équilibres économiques et politiques en Europe



Pekin Baran

Pekin Baran, vice-président de la TÜSIAD (Association des Industriels et des Hommes d'Affaires de Turquie) nous fait part des estimations de l'association sur les équilibres économiques dans le monde et en Turquie et les évolutions dans le processus de l'UE.

L'économie de la Turquie s'est-elle renforcée après la crise de 2001 ?

À mon avis, l'économie turque s'est sérieusement relevée de sa fragilité. Si nous analysons le processus qui s'est déroulé entre 2001 et 2006, nous voyons que cette fragilité traditionnelle de l'économie turque a cédé la place à une fiabilité, certes encore en construction. Tout le monde admet cela.

Comment cette amélioration a-t-elle eu lieu ?

Il existe trois raisons à cet affermissement. La principale raison de cette amélioration de la situation est que les équilibres économiques et politiques sont enfin assurés

grâce à un gouvernement de majorité. La deuxième raison est que ce gouvernement de majorité a montré sa volonté politique en instituant les réformes nécessaires pour établir notamment une discipline économique et financière rigoureuse. Dans ce domaine, les réformes du FMI également ont été les bienvenues. Dernièrement, l'objectif de rejoindre l'UE fournit des seuils politique et économique à la Turquie. Tous ces éléments ont entraîné des évolutions très satisfaisantes que nous avons suivies depuis 2001 jusqu'en 2006.

Quel est le dialogue entre la TÜSIAD et le gouvernement pour assurer la stabilité politique ?

Il faut que l'accélération bénéfique que la Turquie a connue entre 2001 et 2006 se poursuive. Pour cela, notre but commun avec l'État est que les conditions fondamentales, c'est-à-dire nos objectifs au sujet de l'UE et le maintien de la stabilité poli-

tique et économique qui existe en Turquie soient respectées. De ce fait, il faut éviter les attitudes et les politiques risquant d'éloigner le pays de ces éléments de stabilité. Ceci doit être l'objectif principal du gouvernement et de tous les organismes dans une période où la volonté de rejoindre l'UE est en train de s'affaiblir dans l'opinion turque. Nous ne devons pas laisser dérailler le train.

Certaines décisions risqueraient de créer des difficultés à la Turquie. Que peut-

elle faire à ce sujet ? Qu'on le veuille ou non, risque-t-elle un « déraillement » ?

Il semble bien que ce soit ce qui est en train de se produire. Mais la TÜSIAD comme le gouvernement actuel refusent de subir passivement des « reproches » en se disant que la catastrophe va de toute manière se produire. Ce que nous sommes tenus de faire, aussi bien les autorités gouvernementales que les personnes et les organismes influents dans le domaine de l'économie et dans la politique, c'est de maintenir actifs, positifs et fructueux les contacts existant avec l'Europe. Notre plus grande erreur serait de laisser se dégrader les contacts en question.

Le gouvernement AKP a commencé par effectuer de nombreuses visites en Europe mais elles ont vite cessé. Pourquoi ?

Aussi bien le gouvernement que l'opinion publique ont subi une vive déception. Tout est parti des décisions du 17 décembre faisant apparaître certaines nouvelles conditions très difficilement acceptables. Même

si la Turquie surmonte tous les obstacles mis sur son chemin, elle sera néanmoins soumise à certaines restrictions durables. Si l'un des 25 pays disait « non » à son entrée, tout serait terminé. Cette procédure laisse à penser que nous sommes en train de négocier avec des partenaires qui manquent quelque peu de sincérité et de franchise. La décision prise à Helsinki était que la Turquie devait poursuivre son chemin dans le processus des négociations aux mêmes conditions que les autres pays membres. Mais ces conditions ont été modifiées spécifiquement et l'égalité s'en est trouvée faussée. On a alors vu nettement diminuer dans l'opinion publique turque l'aspiration à rejoindre l'UE. Qu'est-il arrivé lorsque cette confiance s'est réduite ? D'une part, l'orientation vers le nationalisme a repris et, d'autre part, l'essor d'un islam rigoureux a débuté, ces réflexes de protection étant légitimes aux yeux de la plupart.

Si la Turquie maintient sa stabilité politique et économique et se focalise sur l'objectif de l'UE qui les consolidera, des phénomènes économiques sans précédent vont se produire, il faut que

les citoyens européens en aient conscience. La Turquie est un pays dont l'économie est de plus en plus puissante et qui représente un marché très important pour l'Europe. Son taux de croissance était de 10 % en 2004 lorsque celle de l'Europe était de 2 à 2,5 %. Sur la période 2001 - 2006, la croissance turque a été en moyenne de 7,6 %, vitesse de croissance proche de celle de la Chine. Cette dynamique de croissance se constate non seulement dans les relations commerciales, mais également dans les investissements.

Du moment que cette dynamique existe, que la réussite de la Turquie tant du point

de vue économique que géopolitique est une réalité, que les messages de la Turquie en tant que pays démocratique et laïc, par ailleurs lié à l'UE, sont clairs et que le monde musulman est focalisé sur le fait de savoir si la Turquie va être admise ou non à l'UE, le fait pour l'Europe de rejeter la Turquie entraînerait de graves conséquences. Un refus serait certes néfaste pour la Turquie mais le serait encore davantage pour les équilibres économiques et politiques en Europe.

L'Europe peut-elle décider de rompre les relations avec la Turquie ?

Elle le fera si elle perd son sang froid. On ne peut pas dire que les démocraties sont sans défaut. Les démocraties, par leur nature même, peuvent pencher aussi bien vers le bien que vers le mal, c'est le prix à payer pour la liberté. C'est pourquoi il faut envisager que les relations puissent être rompues. Ce qu'il faut en retirer, à mon avis, c'est que la Turquie doit désormais se donner les moyens d'atteindre une situation lui permettant de rester debout si l'UE n'existait plus. Toutefois, il ne faut pas se cacher que cela risque de ne pas être facile.

Quelle est l'approche de la TÜSIAD vis-à-vis de la politique du gouvernement ?

L'argument selon lequel la TÜSIAD s'opposerait au gouvernement est totalement infondé. Lorsque, sur certains sujets, le gouvernement oriente sa politique dans une direction que la TÜSIAD approuve, elle lui apporte son appui, même si elle est la seule. Mais lorsqu'elle estime que la politique du gouvernement s'égare dans des directions déraisonnables, elle l'en avertit. Par exemple, la TÜSIAD a été l'organisme ayant le plus soutenu le gouvernement dans le processus de réforme de Chypre. L'organisme qui s'est le plus élevé contre certaines décisions touchant à la laïcité a été la TÜSIAD. La TÜSIAD n'est affiliée à aucun parti ni groupe de pression, quel qu'il soit, la TÜSIAD possède son propre point de vue.

Justement, quel est le point de vue principal de la TÜSIAD ?

Notre objectif, c'est celui de l'UE, de la stabilité politique et sociale, de la démocratie et de la laïcité, c'est donc de préserver le régime républicain. Tel est, en gros, le point de vue de la TÜSIAD. Ceci comporte des dangers pour

nous, vu qu'on assiste à beaucoup de déviations de ces points de vue pouvant dégrader tous les équilibres, et c'est la raison pour laquelle nous nous faisons un devoir d'avertir et de mettre en garde les autorités de l'État. Nous sommes convaincus que l'économie et la politique sont une entité, que la globalisation est un fait, que la Turquie possède un rôle très important dans ce fait de globalisation et que, par ailleurs, les pierres fondamentales de ce dernier ne peuvent reposer que sur la démocratie et le respect des droits de l'homme et du régime laïc.

Propos recueillis par
Bilge Demirkazan

Cette procédure laisse à penser que nous sommes en train de négocier avec des partenaires qui manquent quelque peu de sincérité et de franchise.



VIVRE SANS FRONTIÈRES



MEUBLES, SOFAS, OBJETS DU MONDE ENTIER

Le canapé "Jonque" est ici présenté devant un mur de coffres tibétains anciens.

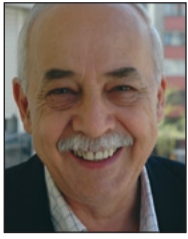
Canapé "Jonque" : 4.889 YTL

Coffres Tibétains : 596 YTL

(PRIX IDENTIQUES A LA FRANCE)

Maçka Caddesi Polat Saray Apt. No: 75/5 Maçka 34367 İstanbul - TÜRKİYE
Tel : 0 212 247 22 57 - 246 37 00 Fax : 0 212 296 25 87
e-mail : maisoncolonialeist@yahoo.co.uk

Ceci est un article d'excuses !



*Kemal Belgin

Jusqu'à ce jour, j'ai partagé avec vous, chers lecteurs, les évolutions universelles et nationales du sport, principalement du football et, de temps en temps, j'ai essayé de vous transmettre un certain nombre d'informations concernant le football turc et mondial.

Cette fois, je me présente devant vous avec un article d'excuses. Cela vous étonne, n'est-ce pas ? Voici l'histoire : alors que je m'apprêtais à vivre l'honneur de participer à la réception organisée par notre ambassade à Paris, capitale de la France, pour le 83^e anniversaire de l'instauration de la République de Turquie, je suis resté à Istanbul surtout pour des raisons de santé et un peu de vieillesse. Alors que j'avais en main l'invitation de notre ambassade, de l'actuel Ambassadeur de Turquie à Paris Monsieur Osman Korutürk, j'ai été profondément attristé de ne pas pouvoir y participer. Ainsi, je profite de l'occasion qui m'est donnée par cet article pour présenter mes excuses à

Monsieur Osman Korutürk et à son épouse Suzan Korutürk...

Cet article était jusque-là plutôt protocolaire. À partir de cette ligne, je vais écrire « Mon cher Osman »... Car Osman, même avant l'école primaire était mon frère, mon ami depuis que nous étions tout petits. Dans le jardin de l'oncle Atif, peintre défunt, nous avions l'habitude de jouer et de faire des bêtises pendant des heures avec son fils Levent, Ahmet Alankuş, Nur Gürak, Hasan Yazıcı, Mehmet Yulkaslan (il est décédé). Je me souviens bien d'un jour lorsque j'étais en CP : nous al-

lions fêter mon anniversaire ; ma défunte mère avait préparé les gâteaux, les cakes et attendait mes amis. Le premier à arriver fut Osman... D'ailleurs, Osman habitait devant le court de tennis à Moda, et moi sur l'avenue de Moda dans la rue Murat Bey... Mais, malheureusement, peut-être cinq minutes après l'arrivée d'Osman, lorsque ma mère a vu un gonflement au niveau de mes

oreilles, elle a crié « Osman rentre vite chez toi, Kemal a les oreillons ! ». Si je voulais écrire nos souvenirs avec Osman, un journal tout entier ne me suffirait pas. Nous avons étudié ensemble avec Osman dans la même classe à l'école primaire de Moda. Osman était en ce temps-là assez turbulent et nous étions souvent convoqués dans le bureau du directeur, Monsieur Doğan, pour être grondés. Alors que nous avons toujours la tête baissée, Osman pouvait sauver sa peau avant nous en pleurant et en même temps en se frottant les yeux avec une habileté incroyable.

Notre fraternité avec Osman a continué également au lycée Saint-Joseph... Après le lycée, nous nous sommes perdus de vue. Bien sûr, physiquement seulement... Mon cher Osman est devenu un diplomate qui faisait partie de mes rêves, et moi j'ai choisi le journalisme. J'ai failli oublier : l'honorable défunt père d'Osman était le père des Forces Marines, l'ancien président de la République Fahri

Alors que j'avais en main l'invitation de notre Ambassadeur à Paris, j'ai été profondément attristé de ne pas pouvoir y participer.

Korutürk... À l'époque de l'école primaire, lorsque nous jouions dans le jardin de la famille d'Osman avec nos vêtements pleins de boue, Fahri Pacha venait et nous caressait la tête. Et, après nos matches de football sur le court de tennis, lorsque nous avions de la terre rouge partout sur nos vêtements, nous avions droit aux remontrances de l'honorable mère d'Osman.

Je n'ai pas ressenti de peine ne pas avoir assisté à la réception d'Osman Korutürk, l'ambassadeur de Turquie à Paris, mais de ne pas être auprès de mon cher frère Osman. Et, lorsque le patron de notre journal, Hüseyin Latif, a dit « Monsieur Belgin, Monsieur Korutürk était attristé mais bientôt nous devons retourner à Paris ; je pense qu'à ce moment là, vous ferez une surprise à Monsieur Osman » j'étais, sans mentir, sur un petit nuage.

Cher Osman, je présente mes respects à ton épouse et mes amitiés à toi... Nos cartes d'identité ont vieilli mais si nous avons encore un peu de temps, cette fois-ci prépare-toi à nos embrassades à Paris !

* Kemal Belgin, journaliste et enseignant à l'Université de Marmara

La Hongrie à l'automne 2006 : retours historiques sur le XX^e siècle.



*Olivier Buirette

La jeune République hongroise sort de semaines furieuses d'émeutes graves, voire de ce qui a été sans doute une véritable tentative de déstabilisation du pouvoir en place. À cela, il existe bien des origines dont nous tenterons ici de retracer l'historique. Sans vouloir retracer l'histoire d'un peuple qui remonte aux confins du haut Moyen Âge et aux alentours de la fin du premier millénaire (fondation historique en 896), la Hongrie d'il y a un siècle était un pays immense, un royaume intégré dans le dispositif complexe créé en 1867 par l'empereur d'Autriche François-Joseph. Ce compromis austro-hongrois avait créé un État double, structure originale qui permettait à l'Autriche et à la Hongrie de cohabiter. Cela permettait aussi de renouveler profondément ce vaste Empire d'Autriche situé au cœur de l'Europe et qui, sous le nom de Saint Empire romain germanique avait façonné l'histoire de l'Europe centrale. Le royaume de Hongrie était donc très vaste et s'étendait sur un territoire beaucoup plus étendu que l'actuel.

La réduction drastique du Royaume en 1920 (perte des deux tiers de son territoire et de 10,5 millions d'habitants) posa donc le problème crucial des minorités hongroises désormais situées à l'extérieur du pays après la dissolution des Empires centraux par les traités de paix de 1919-1920.

Nous passerons rapidement sur les années de l'entre-deux-guerres si ce n'est que la Hongrie, désormais devenue une république avec un régent à sa tête –Miklos Horthy (1868-1957, régent de Hongrie de 1920 à 1944)– devait peu à peu se rapprocher du camp des puissances fascistes européennes (l'Italie et surtout l'Alle-

magne hitlérienne) qui promettaient à la Hongrie la récupération de ses territoires perdus après la Grande Guerre. De tels choix entraînaient le pays dans l'abîme et le mirent dès 1948 dans le bloc soviétique. La Hongrie sera alors dirigée par le très stalinien Mátyás Rákosi, jusqu'à la grande révolte hongroise de 1956, véritable tentative d'émancipation par la Hongrie de la tutelle soviétique.

On le sait, cette révolte et l'éphémère gouvernement libre d'Imre Nagy seront écrasés dans le sang par les troupes du Pacte de Varsovie début novembre 1956, près de 200 000 Hongrois prendront le chemin de l'exil, dont beaucoup, et c'est assez méconnu, viendront en France.

Ce sera alors le temps de la normalisation puis une période à compter des années 1968 qui verra une certaine libéralisation économique que l'on retiendra sous le nom des années Kádár.

La République populaire de Hongrie était alors qualifiée de « La plus gaie des baraques du camp soviétique » et, dans une certaine mesure, aurait pu sembler préparée en quelque sorte aux réformes venues de Moscou à partir de 1985-86. Il n'en fut rien, le leader János Kádár qui avait été mis en place au lendemain de la normalisation de l'après 1956 vit son pouvoir s'effondrer entre 1988 et 1990. La Hongrie était désormais à nouveau libre et les élections législatives de 1990 amenèrent au pouvoir le premier gouvernement libre depuis 1948 avec József Antall (gouvernement de coalition de centre droit) comme Premier ministre et Árpád Göncz comme président de la République.

Dès lors et jusqu'à nos jours, la Hongrie connut comme toutes les autres démocraties une alternance régulière au pouvoir entre gauche et droite avec, en 1994, l'arrivée aux affaires de Guyla Horn et du parti

socialiste hongrois qui devait former un gouvernement de coalition avec la ligue des démocrates libres. Les années qui suivirent virent donc une alternance entre un pouvoir occupé par le Parti socialiste et, pour une autre part par le Parti conservateur –le Fidesz– et son leader Viktor Orbán.

Les premières années de la Hongrie libre furent donc marquées par des réformes, un difficile travail d'adaptation de la société, et enfin la marche vers l'intégration dans l'Union européenne, qui est réalisée le 1^{er} mai 2004.

Dès lors, les réformes s'intensifiaient mais la société en souffre de plus en plus. En effet, la mise en conformité des structures du pays pour pouvoir adhérer à l'Union avait déjà beaucoup demandé à la population, les réformes demandées pour intégrer la monnaie unique avant la fin de la décennie devaient être encore plus mal acceptées.

On l'a dit, la Hongrie est devenue par rapport à ce qu'elle était au début du XX^e siècle, un État très petit dont la majorité de la population vit et travaille dans sa capitale Budapest. Aussi le développement entre la capitale et le reste du pays est-il très inégal et le peuple a du mal à voir l'avantage qu'il y a eu à adhérer à l'Union européenne il y a 2 ans. Ces problèmes de fond que nous venons d'évoquer, ajoutés aux scandales liés à une gestion du pouvoir assez calamiteuse par l'actuel Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsany, ont provoqué les émeutes que nous avons vues à la mi-septembre 2006. C'est sur ce ter-

rain-là que des partis comme le Jobbik, à forte connotation nationaliste et extrémiste de droite se développent, exploitant le sentiment national de frustration présent dans la population depuis les années 20 comme nous l'avons indiqué, ainsi que les problèmes liés à des réformes sans doute trop brutales et surtout mal expliquées aux citoyens hongrois.

La victoire de la droite et des nationalistes aux élections locales du 1^{er} octobre et la détermination de Ferenc Gyurcsany –encouragé par un vote de confiance du Parlement– de rester au pouvoir n'arrange évidemment rien. L'agitation a repris à Budapest courant novembre lors des commémorations officielles du 50^e anniversaire de la Révolution de 1956, rendant la situation de plus en plus explosive.

Jusqu'où cela ira-t-il, c'est très difficile à dire, mais cela montre que, où que ce soit, et même dans un pays considéré comme calme et tranquille depuis très longtemps, ce genre de choses peut arriver. Nous espérons avoir pu montrer ici qu'en Hongrie, plus peut-être qu'ailleurs dans la région, le poids de l'histoire ajouté aux problèmes contemporains peuvent avoir des conséquences parfois incalculables.

Dr. Olivier Buirette

En Hongrie, le poids de l'histoire ajouté aux problèmes contemporains peuvent avoir des conséquences parfois incalculables.

Toulouse : les couleurs et l'accent du Sud

Quatrième ville de France et capitale de la plus grande région de France, Midi-Pyrénées, Toulouse est aussi proche de la mer que des Pyrénées et au carrefour de terroirs authentiques comme le Gers. De sa terre argileuse, elle tire son charme. La brique lui a donné ce caractère unique qui en fait « la ville rose ».

Elle vous attire par la beauté et la majesté de son Capitole, puis vous entraîne sous ses clochers et ses ruel-



Canal du Midi

les historiques avant de vous inviter sur les bords de la Garonne pour une promenade romantique. Elle vous enveloppe de son art de vivre, de son climat doux et chaleureux, de sa vie culturelle intense et de son savoir-faire culinaire – le fameux cassoulet – et, bien sûr, le ballon de rugby n'est jamais bien loin.

Un patrimoine exceptionnel

Plaque tournante du commerce des

vins sous les Romains, l'ancienne Tolosa est une des plus grandes cités romaines du sud de la Gaule et, de cette splendeur, subsistent de nombreuses constructions emblématiques qui participent à la renommée de la ville.

Le Capitole

Un passage incontournable pour les visiteurs. Il a été terminé sous sa forme actuelle en 1759, avec une façade longue de plus de 128 mètres. Ses huit colonnes représentent les huit capitouls qui administraient la ville à partir du XII^e siècle. Aujourd'hui, le Capitole abrite toujours l'hôtel de ville de Toulouse.

Il renferme de splendides peintures dans ses salles. Autour de la Place du Capitole, les visiteurs peuvent également déambuler sous les arcades, pour regarder, sous les voûtes, les peintures réalisées par Raymond Moretti représentant les événements marquants de l'histoire toulousaine.

Entre ciel et terre

Pionnière de l'aventure aéro-

naute, Toulouse construit aujourd'hui le plus gros avion du monde l'Airbus A380 et des satellites. La visite du site, proposée par Taxiway, permet de découvrir l'usine Clément Ader où sont assemblés les Airbus A330, A340, A500/600. Il est aussi possible, à condition de réserver, de monter à bord du Concorde. À Toulouse, l'histoire de l'aviation s'écrit en majuscules depuis ses premiers pas.

La Cité de l'Espace

Concept unique en Europe, la Cité de l'Espace vous propose un extraordinaire voyage dans les étoiles. C'est un lieu interactif de découverte, d'expérimentation et de compréhension de l'univers. Dans le parc, on découvre la réplique grandeur nature de la fusée Ariane et l'on peut entrer dans la célèbre station Mir pour se faire une idée en situation de la vie et du travail des cosmonautes. Un parc ludique et éducatif, pour tout public.

Toulouse au fil de l'eau

Toulouse, qui s'était longtemps détournée de ses voies fluviales, est en



Vue Pont Neuf



Capitole



Prairie des Filtres

train de reconquérir ses berges et ses quais. Côté Garonne, les rives ont été réaménagées et permettent d'aller de la Place Saint-Pierre au bout du Quai de Tounis, en longeant les quais.

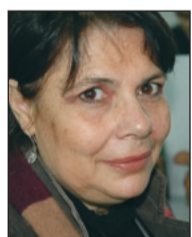
Le Canal du Midi, reliant la Garonne à la Méditerranée, a été classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Construit sous Louis XIV, c'est le plus ancien canal d'Europe encore en fonctionnement. Il permet de traverser agréablement la ville à pied ou à vélo le long de ses magnifiques berges.

Crédits photos :
service communication Ville de Toulouse



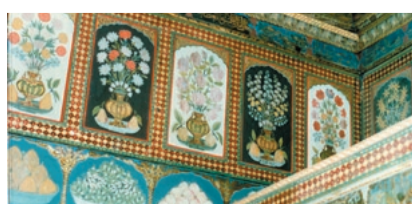
Terrasse Daurade

Avez-vous vu le harem du palais de Topkapi ?



*Sühendan İlal

Le style de vie des Ottomans a toujours été un sujet de curiosité pour les étrangers, particulièrement la vie au palais, qui suscitait beaucoup d'intérêt. Mais dans la vie du palais, ce qui excite le plus la curiosité est l'endroit interdit aux hommes étrangers, dans lequel vivaient uniquement les femmes du sultan : le harem. Même si le mot « harem » signifie en arabe « sacré » et « cher », il a été utilisé aussi comme « épouse » « femme ». Le palais de Topkapi est constitué de plusieurs bâtiments répartis dans un grand jardin. Le harem s'est développé jusqu'à la fin du 19^e siècle, avec la construction d'annexes. C'est un bâtiment indépendant, de plan très complexe, situé entre le palais et la Corne d'Or. Son architecture, très particulière, se résume à une construction sombre, les chambres étant réparties autour d'une cour intérieure et desservies par un réseau de corridors très compliqué.



Le visiteur qui découvre, dans le pénombre, l'ordonnement complexe de ce harem, peut ressentir un plaisir très fin en admirant les ornements des murs et des portes, des chambres et des placards...

Lorsqu'on regarde les décors muraux, on peut voir des motifs de fleurs (à partir du 15^e siècle) en accord avec les préceptes des écritures. Même s'ils sont utilisés de façon stylisée, symétrique, géométrique et symbolique, on les retrouve souvent. Vu que l'islam interdit la représentation d'animaux et d'hommes et que les espaces sont réduits, l'utilisation de motifs floraux est omniprésente. Au 18^e siècle, période durant laquelle les Ottomans se sont ouverts à l'Occident, les ornements baroques et rococo de l'Occident ont été transposés sur les murs du harem avec des pastiches de la vie occidentale. Mais les fleurs symboles de liberté de l'Occident (le lilas, le coquelicot, l'arbre de Judée...) ont laissé la place à des fleurs qui sont chargées de symbolisme religieux (les roses, les tulipes, les jacinthes, les centaurées...). Sur les portes de l'armoire de la chambre à coucher de Mihrişah Sultan, on peut voir placé difficilement entre les fleurs à consonance religieuse comme



la rose ou la centaurée, un motif de mosquée. Au 18^e siècle, un autre endroit du harem qui s'est agrandi avec le nouveau style de vie est « la Table du Sultan ». Si l'on se penche sur les ornements de ce grand salon, dans lequel les instruments de musique comme le piano étaient désormais présents, on peut voir les influences de l'Occident : l'utilisation de couleurs pastel, les panneaux de plafond couverts de motifs rococo, les portes des placards sur lesquels fruits et fleurs sont utilisés ensemble racontent très bien la vie qui change dans le harem. De plus, on peut constater des ressemblances avec le grand panneau de la chambre à coucher de la reine de France Marie-Antoinette au château de Fontainebleau, panneau exécuté en 1743. Dans les ornements de la chambre de prière de Valide Sultan (la mère du Sultan), qui occupe la fonction de directrice du harem, on peut déchiffrer la vie majestueuse mais simple de la femme la plus importante du harem. L'appartement de Valide Sultan est l'endroit le plus grand après les appartements du Sultan et son antichambre avec une cheminée, ses murs recouverts de faïence, l'intérieur des fenêtres couvert de marbre sont d'origine.

la rose ou la centaurée, un motif de mosquée.

Antoinette au château de Fontainebleau, panneau exécuté en 1743. Dans les ornements de la chambre de prière de Valide Sultan (la mère du Sultan), qui occupe la fonction de directrice du harem, on peut déchiffrer la vie majestueuse mais simple de la femme la plus importante du harem. L'appartement de Valide Sultan est l'endroit le plus grand après les appartements du Sultan et son antichambre avec une cheminée, ses murs recouverts de faïence, l'intérieur des fenêtres couvert de marbre sont d'origine.

Même s'ils ont vécu différentes modifications jusqu'au 19^e siècle, le goût très fin dans les bouquets de fleurs et les faïences sur les murs avec des motifs de la Kaaba sont les ornements les plus importants. Dans l'architecture de l'époque des Tulipes, on ne peut pas encore parler d'une occidentalisation très nette. Même si les relations avec l'Occident ont débuté à l'époque d'Ahmet III, l'architecture de cette époque n'est pas vraiment considérée comme utilisant « des formes » empruntées à l'Occident, mais on peut observer le début des tendances occidentales. On peut voir cette tendance au mieux dans la chambre des fruits d'Ahmet III qui date de 1705. Le plafond et les boiseries des murs de cette petite chambre de plan carré sont remplis de bouquets de fleurs laqués. La présence d'un grand miroir au milieu du plafond, augmente encore l'effet de ces ornements. Il y a beaucoup de choses à raconter sur le harem. Ici, nous venons de voir que l'on peut déchiffrer la vie dans le harem en lisant seulement les ornements. Soulignons aussi l'importance de ces ornements pour ces femmes du harem, lesquelles vivaient coupées du monde à cause de leur appartenance à la famille du Sultan.



Même s'ils ont vécu différentes modifications jusqu'au 19^e siècle, le goût très fin dans les bouquets de fleurs et les faïences sur les murs avec des motifs de la Kaaba sont les ornements les plus importants.

Dans l'architecture de l'époque des Tulipes, on ne peut pas encore parler d'une occidentalisation très nette. Même si les relations avec l'Occident ont débuté à l'époque d'Ahmet III, l'architecture de cette époque n'est pas vraiment considérée comme utilisant « des formes » empruntées à l'Occident, mais on peut observer le début des tendances occidentales. On peut voir cette tendance au mieux dans la chambre des fruits d'Ahmet III qui date de 1705. Le plafond et les boiseries des murs de cette petite chambre de plan carré sont remplis de bouquets de fleurs laqués. La présence d'un grand miroir au milieu du plafond, augmente encore l'effet de ces ornements.

Il y a beaucoup de choses à raconter sur le harem. Ici, nous venons de voir que l'on peut déchiffrer la vie dans le harem en lisant seulement les ornements. Soulignons aussi l'importance de ces ornements pour ces femmes du harem, lesquelles vivaient coupées du monde à cause de leur appartenance à la famille du Sultan.

*Dr. Sühendan İlal
Maître de Conférence à l'Université de Beykent



« Faire du bon travail... »



*Evrim Kaya

Bayram Gümüş est l'un des deux peintres naïfs le plus connus de Turquie. Avec ses toiles, il vous emmène tantôt vers le bleu lumineux d'un soir enneigé d'Istanbul, tantôt dans une forêt toute verte à une distance que vous ne pouvez imaginer...

L'artiste exprime dans ses œuvres « la vie et l'existence qu'il souhaite », et nous précise : « Je prends note des éléments concernant mon propre univers pour ensuite les transcrire sur la toile ». On est fasciné de voir dans l'atelier de l'artiste une multitude de tableaux de grandes dimensions reflétant divers paysages d'Istanbul dessinés avec l'enthousiasme infantile et naïf de l'artiste. Sur certaines toiles représentant l'Istanbul des années 1800, il est possible de voir l'artiste témoigner de l'histoire à travers son art. L'artiste reflète dans ses peintures son imaginaire, tout en respectant l'échelle réelle de la ville. Il exprime ce fait ainsi : « J'ai voulu qu'il existe un grainetier là-bas et je l'ai dessiné. » L'artiste explique les faits et les notions à partir de simples thèmes faciles à déchiffrer et reflète cette attitude également dans ses dessins. Gümüş dit : « Je mets en ordre les visions imaginaires qui passent dans mon esprit et les reflète dans mes dessins. Tout a trait à l'homme. Dessiner est le moyen de traiter toutes sortes de choses qui dérangent, qui font tomber malade. Je transpose sur la toile tout ce dont je souhaite la réalisation. » Gümüş précise par ailleurs que l'essentiel est de « faire du bon travail ». L'artiste attire l'attention sur le fait que la réalité humaine ne peut être considérée indépendamment de

la réalité naturelle et de la ville, il analyse les « conditions humaines » que la nature et la ville ont constituées et dans lesquelles nous vivons, l'interaction avec le milieu de l'homme où l'homme vit et les codes de comportement qui apparaissent dans le cadre de cette interaction.

Gümüş affirme que le fait de travailler avec émotion et joie permet d'obtenir la réussite et la possibilité de mener la vie que l'on souhaite. Cependant, Gümüş, avant de pouvoir se lancer dans la vie professionnelle, est parti accomplir son service militaire sitôt ses études au lycée achevées. Dans le but de « faire le tour du monde », Gümüş a travaillé un certain temps en tant que commissionnaire expéditeur avec sa camionnette ; durant cette période, son profond amour pour la peinture n'a cessé de l'animer. L'artiste, se penchant sur ses toiles à toute occasion, finit après un certain temps par attirer l'attention des milieux artistiques et, par la suite, a pu consacrer tout son temps et toute sa puissance à la peinture. Nous avons demandé à l'artiste quels étaient les éléments faisant partie de ses toiles et il nous a répondu : « Vous pouvez voir dans mes toiles tout ce que j'ai vu et tout ce que j'ai vécu dans les domaines de mes préoccupations. » Lorsque l'artiste fait de la peinture à l'huile, il utilise généralement du bon matériel, fait pour durer ; il l'explique ainsi : « Les dessins que j'ai faits sont également destinés à l'avenir. Chacun va les commenter à sa manière. Étant venu au monde une seule fois dans ce corps, j'essaie de devenir quelqu'un qui sert à quelque chose. » L'artiste nous dit que son prochain plaisir

sera de réaliser les tableaux qui sont dans son imagination et il précise : « L'essentiel est de se canaliser sur une seule chose. Et cela ne peut se réaliser qu'en se connaissant soi-même. » Par ailleurs, le peintre nous précise de la manière suivante sa relation avec le dessin : « Tout d'abord, j'aime dessiner. Ensuite, j'ai de la conscience professionnelle. Il m'arrive souvent de travailler 18 heures d'affilée. Du moment que l'on commence à dessiner, la suite s'enchaîne naturellement. Désormais, ce n'est pas moi qui me mets à dessiner, c'est plutôt le dessin qui me fait appel. Après un certain temps, c'est lui le maître de la situation. »

Bayram Gümüş, tout en reflétant dans certaines de ses peintures les paysages citadins et campagnards où les figures humaines de l'environnement sont abstraites, montre également avec une approche ironique les images de la métropole. Dans d'autres, il s'y oppose en mettant sur sa toile la vie commune et pleine d'amitié des vivants qui contraste avec l'hostilité et la haine qui peuvent exister entre les hommes. On peut ressentir dans les dessins de l'artiste toute sa joie de vivre. Bayram Gümüş dessine sur sa toile la géographie dans laquelle il vit et sa culture originale, il restitue tout cela avec une sensibilité infantile et naïve. L'artiste dit « Tout ce que je sais, je l'ai appris de la vie et je ne m'en suis pas plaint ; que ce soit en apprenant ou en travaillant, j'ai toujours parcouru ma vie avec plaisir. » Il précise ainsi son point de vue sur l'art : « L'art n'appartient à personne. Ce qui est important, en agriculture ou ailleurs, c'est qu'un fruit puisse mûrir dans ce pays... » Les tableaux de Bayram Gümüş nous expliquent que réaliser nos ambitions et at-

teindre des choses qui nous paraissent extraordinaires n'est pas impossible...

*Evrim Kaya,
journaliste au quotidien Cumhuriyet



QUI EST BAYRAM GÜMÜŞ?

Il est né à Konya en 1960. L'artiste, dont l'intérêt pour la peinture a commencé à partir de l'école primaire, est arrivé à Istanbul avec sa famille en 1967. Ayant quitté le lycée en 1977, il s'adonne alors à son art, tout en ayant diverses activités. À partir de 1983, encouragé par Kasım Koçak qui a remarqué certains de ses travaux, il se consacre entièrement à la peinture. Après avoir travaillé un certain temps dans l'atelier de Kasım Koçak, il ouvre en 1984 son propre atelier et commence à être reconnu et à vivre de son art. En 1985, il fait sa première exposition individuelle à Ankara (Turquie), puis participe ensuite à d'autres expositions collectives. Entre 1989 et 2000, il pratique son art dans son atelier d'Içerenköy et aux États-Unis et, depuis l'an 2000, il continue à peindre dans son atelier de Moda.

Programme de la salle Cemal Reşit Rey Décembre 2006



Vendredi 1^{er}

Les solistes de musique de chambre de Salzbourg
Chef : Lavad Skou-Larsen
Soliste : Herbert Schuch (Piano)
26-21YTL

Samedi 2 Récital de guitare d'Angel Romero
21-13YTL

Dimanche 3, Meral Uğurlu, 10-8YTL

Lundi 4, « Yeryüzünün Nefesi », « Le Souffle de la Terre » Le groupe des solistes de saz de CRR
10-8YTL

Mardi 5, « Güz'ün Şarkıları », « Les Chansons de l'automne » İncesaz,
Soliste : Güzin Değişmez
10-8YTL

Mercredi 6, Récital de piano de Nikolai Petrov
21-13YTL

Vendredi 8, Concert de Süleyman Erguner
10-8YTL

Samedi 9, « Tango Ustalarına Saygı », « Hommage aux maîtres du tango » Band-O-Neon, Orchestre typique de Tango,
21-13YTL



Lundi 11, L'Orchestre d'Istanbul, Chef : Oğuzhan Balcı, Soliste : Gülru Ensari, 13-10YTL

Mardi 12

L'Orchestre de musique de chambre d'Istanbul CRR
Chef : Hakan Şensoy, Soliste : Kenneth Hamilton (Piano), 13-10YTL

Mercredi 13, Le quatuor d'instruments à cordes Şostakoviç, 21-13YTL

Jeudi 14, 26-27 Le Passage des Étoiles

« Gerçek, Sahte ve Taklit »,

« Le Vrai, le Faux et l'Imitation »,

L'Orchestre de chambre Akbank, 13-10YTL

Vendredi 15 Quatuor Timuçin Şahin, 21-13YTL

Dimanche 17, Şeb-i Arus, Ensemble Akis, 10-8YTL

Lundi 18, Récital de guitare Eliot Fisk, 21-13YTL

Mardi 19, « ADAP », 21-13YTL

Mercredi 20, Récital de piano de Verda Erman
21-13YTL

Jeudi 21, Paco Peña

« A Compás! », « İlk Nabız », « Premières pulsations »

Spectacle de Flamenco, 33-26YTL

Vendredi 22 et Samedi 23, Le Ballet du Kirov
33-26YTL

Dimanche 24 « Müzikaller Gecesi »,

« La nuit des music-halls », 21-13YTL

Lundi 25, Victory Gospel Singers, 13-10YTL

Mardi 26, CRR Bigband, Chef : Dr Nail Yavuzoğlu
13-10YTL

Mercredi 27, « Canım Kâbe'm », « Ma chère Kaaba »

Ahmet Özhan, Le ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Turquie,

Le Groupe de Musique Historique d'Istanbul,
10-8YTL

Jeudi 28

CRR Le Groupe de Musique turque TRT d'Istanbul

Directeur musical : Mustafa Doğan Dikmen

Le Directeur artistique général : Yalçın Çetinkaya
10-8YTL



Institut français d'Istanbul

Musique

Ana-Maria Gorce, Récital de Piano

Mercredi 6 décembre à 20h

En Coopération avec l'université Bahçeşehir

Tél: 0212.236.54.90

Standards de jazz, chansons françaises et musiques traditionnelles turques

7, 8 et 9 décembre, Istanbul Jazz Center

Radisson Hotel, Çırağan Cd. No:48 Ortaköy

Tél: 0212.327.50.50

Les artistes de la musique de chambre

Jeudi 21 décembre, İş Sanat, İş Kuleleri, Kule 1,

Levent Tél: 0212.316.10.83



Istanbul Modern

Le Musée de l'Art présente une exposition réunissant une sélection d'œuvres composée d'une part de la seconde exposition internationale « Venise-Istanbul » et d'autre part de la Biennale de Venise jusqu'au 27 janvier 2007.

La fondation Suna et İnan Kiraç présente au musée Pera une exposition consacrée à « Rembrandt » composée de dessins du maître en provenance des collections du musée Boijmans van Beuningen de Rotterdam, dans le cadre des manifestations célébrant le 400^e anniversaire de Rembrandt et d'autres artistes de son époque. Cette exposition sera ouverte aux passionnés d'Art jusqu'au 7 janvier 2007.



Exposition

« Paris : un reve panoramique »

Exposition photographique de Tamer Hartevioğlu

du 5 décembre au 13 janvier

Théâtre

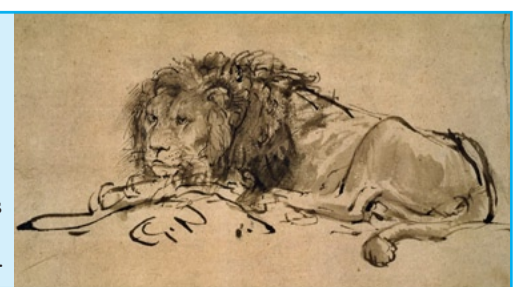
La Folie du jour, de Maurice Blanchot

Une production du Studio 4 Istanbul

8 et 29 décembre, 26 janvier 2007, à 20h



À l'affiche du théâtre **Oyun Atölyesi**
une adaptation de Shakespeare « Çılgın kız »
« The Taming of the shrew »
Tél: +90 216 345 39 39



De l'Orient simplifié

En marge de l'exposition consacrée à Pierre Loti évoquée dans le dernier numéro, nous regrettons l'occultation de l'attachement profond de Pierre Loti à la Turquie par la confusion des auteurs de l'exposition dans un Orient indifférencié où Istanbul semble à la porte du désert.

La magnifique exposition «Venise et l'Orient» organisée par l'Institut du Monde arabe et la sortie du somptueux dessin animé «Azur et Asmar» amènent à préciser à nouveau ce syndrome finalement inquiétant comme tout ce qui vient s'interposer entre la réalité et notre esprit. L'exposition s'est fixé pour objet de présenter les relations très étroites tissées entre le monde oriental et la Sérénissime République de Venise à travers un ensemble de tableaux et d'objets remarquables. L'idée, que l'on comprend, est de valoriser un exemple pluriséculaire d'échanges approfondis entre un pays «occidental» et des pays «orientaux» sur les plans commercial, culturel, voire social.

Malheureusement, les auteurs et les commentateurs de l'exposition qui sont peut-être des arabisants, ignorent manifestement ce qui sort de leur discipline. Ils ignorent ou sous-estiment en l'occurrence le passé «byzantin» de Venise, colonie de l'Empire romain d'Orient. C'est pourtant ce qui explique la fibre orientale de la ville-république. C'est même parce que, protégée par sa lagune, elle résiste aux invasions barbares qui mettent fin à l'Empire romain d'Occident et à ses dépendances, que Venise demeure une ville orientale intacte avec toutes ses traditions propres au sein de ce qu'on nommera bientôt l'Europe. L'ancienne

colonie de Constantinople devient peu à peu sa concurrente et s'affranchit de sa tutelle au fur et à mesure du déclin de Byzance. Elle profite de la 4^e croisade pour faire rémunérer son soutien logistique aux croisés pour amener ceux-ci à saccager la deuxième Rome, et supplanter ainsi définitivement sa rivale. Venise n'en reste pas moins un double de Constantinople. Mais rien ne nous l'explique et les contresens fleurissent : Venise prendrait paraît-il comme modèle Alexandrie, etc. Les relations avec le Proche-Orient et l'Asie sont évidemment liées aux positions économiques acquises par les Byzantins avec leurs voisins et au-delà dont certaines routes remontent à Alexandre.

On s'attend ensuite à ce que le noyau de l'exposition soit consacré aux relations entre la Sérénissime et la Sublime Porte qui durent 3 siècles, jusqu'à ce que Bonaparte mette un terme à l'indépendance vénitienne. Mais, là encore, les contresens se succèdent : Turcs et Vénitiens s'entendent en réalité fort bien au départ, la prise de Constantinople étant bien accueillie par la République. Ils communiquent également facilement, les Turcs étant présents de façon permanente à Venise et les Vénitiens à Istanbul : l'héritage byzantin facilite les choses, qui les réunit. (A-t-on remarqué par exemple que

l'usage du masque dans la Cité des Doges est un décalque de celui du voile byzantin ? A-t-on observé l'identité de design des gondoles et des caïques ? A-t-on recensé les affinités culinaires ? etc.). Les rivalités commerciales gâtent cette harmonie, par exemple avec la campagne de Morée (pendant laquelle les Vénitiens canonent au

passage le Parthénon avec les suites que l'on sait). Mais raconter que l'esprit de croisade européen (aux temps modernes ? !) finit par inverser les relations avec les Turcs, exagérer l'affaiblissement de l'Empire au XVIII^e siècle (il n'est pas perçu par les Européens) comme une chute, interpréter la mode des Turqueries dans les Arts (qui en réalité impliquent différemment les Vénitiens, qui ne ressentent évidemment pas autant l'exotisme des Turcs, que les Français et les Autrichiens) comme une manifestation de turcophilie, non vraiment ! Comment peut-on faire de tels contresens ?

Tout simplement pour deux raisons, dont on peut faire l'hypothèse : la première en est le cloisonnement des disciplines académiques : les spécialistes des questions arabes qui écrivent les textes publiés, diffusés, sont interviewés dans les documents audiovisuels, connaissent apparemment mal ce qui relève de Byzance ou de l'Empire ottoman. L'Orient est un sujet trop complexe ! La seconde tient à l'idéologie : on constate qu'au nom d'une volonté apologétique bien intentionnée, les organisateurs culturels ont tendance à développer la représentation idéalisée d'un Orient indifférencié, sans segmentation historique, qui se confond avec le monde arabe et l'islam également indifférenciés.

On voit aussi cette idéologie simplificatrice illustrée dans le film superbe et réussi de Michel Ocelot. Animé par le souci de défendre l'idée de l'entente entre l'Europe et «l'autre côté de la Mer» par une belle histoire, il représente lui aussi un Orient indifférencié dessiné avec un grand raffinement, où, dans un cadre de désert vraisemblablement marocain, on retrouve des ruines évoquant Ayasofya ainsi qu'un palais de fée, inspiré par l'architecture intérieure de Sultanahmet Cami, des églises, des synagogues et des mosquées toutes

proches, etc. C'est l'Orient du projet américain de l'Atlantique à l'Asie centrale ! Les jeunes ne s'en rendront guère compte et du reste il s'agit d'un conte de fées rêvé, à la différence de l'exposition. Never mind ! Mais c'est un indicateur de tendances.

Ce qui paraît dangereux dans cette tendance, c'est l'idée de tirer un trait sur une histoire riche, fine et complexe pour la transformer en digest. C'est le fait de décrire comme un bloc les différences. C'est, en fait, l'oubli de la part orientale de l'Europe (et du christianisme) qui lui vient de ses liens avec l'Empire romain d'Orient, puis de la confrontation avec le modèle ottoman qui stabilise les Balkans pendant quatre siècles. C'est l'effacement pur et simple de l'originalité, de la spécificité et de l'innovation turques, qui explique sa logique européenne et constitue pourtant le seul projet positif à proposer. Il y a des arrières-pensées dans tout cela, qui comptent plus que l'inculture qui les accompagne. Les promoteurs de la théorie du choc des civilisations annoncé par Samuel Huntington et Guillaume Faye ne peuvent finalement que se féliciter d'une telle simplification qui supprime dans une tabula rasa toutes les médiations léguées par l'histoire, même si c'est le contraire de ce que souhaitent les simplificateurs. Ce n'est pas une raison pour ne pas aller voir l'exposition ni le film qui tous deux méritent le détour. Sans les illusions.

Venise et l'Orient, Institut du Monde arabe, jusqu'au 18 février 2007, du mardi au vendredi de 10h à 18h. Week-end et jours fériés de 10h à 19h.

Azur et Asmar, dessin animé, durée une heure 39, sortie en France le 25 octobre.

Olivier Adam



Voyages Extraordinaires

Yves Saint Laurent

Le voyageur immobile

par Pierre Bergé

Yves Saint Laurent est né à Oran. Ainsi il fut dès l'enfance, confronté à la culture, à la lumière, aux couleurs d'un pays différent de la France et de l'Europe. Ce fut donc naturellement qu'il explora le reste du monde.

Il annexe les légendes, mêle les temps, tisse les âges. Les routes se croisent, le lin, la laine, la soie, les perles, les plumes... Une telle gaieté s'empare des étoffes que les couleurs sortent de leur lit, elles deviennent parfums et les défilés étals d'épices. Le grand mérite d'Yves Saint

Laurent aura été d'approprier ces cultures, et de créer des vêtements modernes. Loin de tout bric-à-brac exotique, il aura été, une fois de plus, le témoin et l'inventeur de son temps.

Exposition
du 4 octobre 2006 au 15 avril 2007

5, avenue Marceau - 75116 Paris
Du mardi au dimanche,
sauf le lundi de 11h00 à 18h00
Renseignements : +33 1 44 31 64 31
www.fondation-pb-ysl.net





reklamcılık **web hosting**
web tasarım
yayincılık
on parmağında on marifet
film çıkış **basım** **prova**
çiltleme **tarama** **tasarım**

Ebru Grafik Basım Sanayii A.Ş.
Yeşilçimen Mah. Yamaçlar Cad. No:66
34418 - 4. Levent - İSTANBUL
Tel: 0212 283 34 33 Pbx. Faks: 0212 283 36 68
www.ebrugrafik.com • info@ebrugrafik.com

BOSCH Maxx 7

Lekeliler

On

Yıkama

Kolay

Ütüleme

Hassas

Durulamaya



İleri Ayarı °C

Kalan Süre

Sıkma Devri

Başlat

Beklet

Sensitive

Sport/Fitness

Süper-Kısa

Mix

Boşaltma

Hassas Sıkma

Sıkma

İptal

Denetim

Beyazlar/Renkler

Lekeliler-Yoğun

Renkiler Eco

Hassas/İpek

Yünüler/İpe

Sentetikler

Sentetikler Özel

**Lavage
ultra-rapide
en
15 minutes**

Disposez-vous d'un quart d'heure? Oui, alors vos habitudes de lavage de linge vont se transformer à jamais. Le nouveau Maxx 7 lave votre linge en 15 minutes avec le programme le plus rapide au monde, laissant à vous le plaisir de profiter de journées toutes entières. Le nouveau Maxx, avec son programme ultra-rapide, vous attend pour remanier votre vie.



BOSCH

Des technologies pour la vie

* Ce programme est idéal pour linges peu sales, un maximum de 2 kg est conseillé.